

UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences de Gestion

Filière des Sciences Financières & Comptabilité



Mémoire de fin cycle

En vue de l'obtention du diplôme de
Master en Sciences Financière et Comptabilité
Spécialité : Audit & Contrôle de Gestion

Thème

*Approche par les risques dans l'audit comptable et financier.
Cas : Entreprise nationale de Géophysique BOUMERDES*

Réalisé par :

DJOUADI Ramdane.
HADDOU Samir.

Dirigé par :

Mr. AMIAR Habib.

Membres de jury :

Président : Mr. HADJOU.Aziz, M.A.A, à UMMTO
Examineur : Mr. OUSSAID.Aziz, M.A.A, à UMMTO
Rapporteur : Mr. AMIAR.Habib, M.A.A, à UMMTO

Promotion : 2019/2020

Remerciement

Avant tout, nous tenons à rendre grâce et louange à DIEU, le tout puissant, de nous avoir donné la volonté et la force d'accomplir ce modeste travail.

Nous exprimons notre profonde gratitude à notre promoteur Mr AMIAR Habib pour ses encouragements et ses orientations, qui ont constitué un apport considérable dans la réalisation de ce travail.

Nous remercions également nos Co-promoteurs : Mr MOUGARI Mohamed, auditeur à l'ENAGEO, Mr BESSALEM Sofiane, auditeur à l'ENAGEO et Mme FAC commissaires aux comptes pour leur accueil, leurs efforts, et surtout pour le temps qu'ils nous ont consacré. Nous adressons aussi nos remerciements à Mr HAFFAD Karim qui nous a offert l'opportunité de passer notre stage pratique à cette précieuse société.

Nos remerciements s'adressent également aux membres du jury pour leur aimable acceptation d'évaluer ce travail. Nous tenons aussi à remercier tous les enseignants de l'Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou qui ont contribué à notre formation durant notre cursus.

Nos plus profonds remerciements vont à nos familles pour les encouragements et l'amour qu'ils nous ont témoignés durant toutes ces années et, à nos amis et toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

Que toutes ces personnes trouvent, dans la réalisation de ce travail l'expression de notre plus affectueuse gratitude.

Dédicace

Au nom d'ALLAH le tout miséricordieux, le très miséricordieux

Je dédie cet humble travail :

❖ À mes chers et respectueux parents :

Vraiment aucune dédicace ne saurait exprimer mon attachement, mon amour et mon affection. Je vous offre ce modeste travail en témoignage de tous les sacrifices que vous avez fait pour moi.

Que dieu tout puissant vous garde et vous procure santé et bonheur.

❖ À mes chers frères Nassim, Yanis et Lounes :

Leur soutien, leur présence et leurs sacrifices, m'ont permis de continuer mes études. Que te Trouve dans la réalisation de ce travail, l'expression de ma gratitude.

❖ À la mémoire de mon oncle Madjid :

Ce travail est dédié à mon oncle, décédé trop tôt, qui m'a toujours poussé et motivé dans mes études. Que dieu le garde dans son vaste paradis.

❖ À ma chère tante Taous :

Qui m'a soutenu et encouragé durant ces années d'études.

❖ À mon binôme Samir.

❖ À tous mes amis, à toute ma famille et ceux qui me donnent de l'amour et de la vivacité.

RAMDANE

Dédicace

Au nom d'ALLAH le tout miséricordieux, le très miséricordieux

Je dédie cet humble travail :

❖ À mes chers et respectueux parents :

Vraiment aucune dédicace ne saurait exprimer mon attachement, mon amour et mon affection. Je vous offre ce modeste travail en témoignage de tous les sacrifices que vous avez fait pour moi.

Que dieu tout puissant vous garde et vous procure santé et bonheur.

❖ À mes chers frères Kamel et Yacine :

Leur soutien, leur présence et leurs sacrifices, m'ont permis de continuer mes études. Que te Trouve dans la réalisation de ce travail, l'expression de ma gratitude.

❖ À mes chères sœurs Lynda et Samia et leurs maris Samir et Karim :

Que dieu leur offre la chance et le bonheur.

❖ À mon binôme Ramdane.

❖ À tous mes amis, à toute ma famille et ceux qui me donnent de l'amour et de la vivacité.

SAMIR

Sommaire

Introduction générale	15
Chapitre I : Théories sur l’audit et l’approche par les risques	
Section 01 : Audit comptable et financier.....	19
Section 02 : Approche de l’audit par les risques.	33
Section 03 : les risques et le contrôle interne.....	37
Chapitre II : identification, évaluation et traitement du risque	
Section 01 : Identification des risques.	45
Section 02 : Évaluation des risques.	53
Section 03 : Traitement des risques.	60
Chapitre III : l’approche par les risques dans une mission d’audit au sein de l’entreprise de l’ENAGEO de BOUMERDES.	
Section 01 : Présentation d’organisme d’accueil cas d’ENAGEO.	68
Section 02 : l’audit interne de l’ENAGEO.....	71
Section 03 : La réalisation d’une mission d’audit	74
Conclusion générale	91

Liste des abréviations

Abréviations	Significations
OEA	Ordre des experts comptables.
CNCC	Compagnie nationale des commissaires aux comptes.
IFACI	Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne.
ISA	International Standards of Auditing.
IFAC	International Federation of Accountants (Fédération internationale des comptables)
CI	Contrôle interne.
ISO	International Organization for Standardization (Organisation internationale de normalisation)
COSO	Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway commission.
SIG	Soldes intermédiaires de gestion.
ERR	l'espace Rendement-Risque.
ENAGEO	Entreprise nationale de géophysique
SPA	Société par Action
DTP	Direction des Travaux Pétroliers
EPE	Entreprise Publique Économique
TRANSEN	Société de gestion de l'investissement des travaux énergétiques
QPC	Questionnaire de prise de connaissance.
CA	Chiffre d'affaire
GRE	Gestion des risques de l'entreprise

Liste des tableaux et des figures

Tableau N°	Titre	Page
01	Relations entre la gestion des risques d'entreprise et le contrôle interne, selon les référentiels du COSO	40
02	Première catégorie d'assertion	47
03	Deuxième catégorie d'assertion	47
04	Troisième catégorie d'assertion	47
05	Les différentes modes de traitement	62
06	Questionnaire de prise de connaissance	76
07	Questionnaire d'appréciation du contrôle interne	78
08	Questionnaire d'identification des risques	78
09	Résumer des principaux risques liés au contrôle de l'ENAGEO	80
10	Évaluation du risque au contrôle pour l'ENAGEO	80
11	Analyse des données contenues dans les états financiers d'ENAGEO au 31/12/2016	82
12	Variation du chiffre d'affaires d'ENAGEO	84
13	Variation du poste client et comptes rattaches d'ENAGEO	85
14	Variation des stocks de marchandises de l'ENAGEFO	87

Figure N°	Titre	Pages
01	La phase prise de connaissance générale de l'entité	25
02	La démarche de l'auditeur	36
03	Composantes du contrôle interne	39
04	Risque d'audit	49
05	Le triangle d'or	51
06	Diagramme gravité-survenance	54
07	Hierarchisation des risques	56
08	Criticité et classification des risques : iso-criticité	58
09	Établissement d'un cadre de référence dans lequel l'auditeur élaborera le plan d'audit et exercera son jugement	59
10	Diagramme Coût-Variabilité	65
11	Comment réunir les éléments probants pour tirer des conclusions raisonnables d'absence d'anomalies significatives	66
12	Organigramme de l'ENAGEO	72
13	L'audit interne	73
14	Le rapport d'audit	88

Liste des annexes

Annexe N°01 : Bilan arrêté le 31/12/2016

Annexe N°02 : Comptes de Résultat (par nature) arrêté le 31/12/2016

Annexe N°03 : Balance générale arrêté le 31/12/2016

Annexe N°04 : Tableau des stocks arrêté au 31/12/2016

Introduction Générale

En tant qu'organisation poursuivant des objectifs dans un environnement économique, l'entreprise est le lieu de rencontre de toute une série d'intervenants intéressés par sa performance. Il s'agit notamment des dirigeants, des actionnaires et des tiers (institutions de crédits, autorités publiques, clients et fournisseurs, salariés, etc.).

Toute entreprise est définie comme une entité économique organisée, elle a pour vocation de créer de la valeur ajoutée. Elle est soumise à des contraintes d'efficacité, relative à l'atteinte des objectifs fixés tels que : la rentabilité, la productivité, la solvabilité et enfin la rentabilité.

Le monde de l'audit et du contrôle est très marqué par l'affaire Enron¹. Cette intrigue est à l'origine de la disparition au niveau mondial du réseau Andersen². Toujours à la recherche d'une approche d'audit plus efficace, les professionnels en la matière sont actuellement incités à appliquer une démarche d'audit plus performante.

L'environnement dans lequel évoluent les entreprises est turbulent, caractérisé par des changements économiques, technologiques, sociaux ou politiques qui sont des facteurs de risques pour l'entreprise. Ce sont ces turbulences porteuses de risques qui préoccupent les managers.

Les risques liés à l'entreprise peuvent provenir de l'extérieure et même de l'intérieur de l'entreprise. Et depuis le début de l'année 2002, la qualité d'audit est devenue un enjeu majeur pour les sphères de la comptabilité et de l'audit surtout avec l'affaire Enron qui a bouleversé le monde des affaires, et qui a remis en cause la compétence des auditeurs pour la prévention des anomalies. Elle a montré aussi

¹L'affaire Enron est particulièrement significative des effets d'une déréglementation sans contrôle et des excès que peut engendrer le marché. Enron, société US du secteur de l'énergie, est à l'origine du plus grand scandale financier des 20 dernières années.

Fondée en 1985 par Kenneth Lay, rejoint par la suite par Jeffrey Skilling. Enron est devenue en termes de capitalisation boursière la 7ème entreprise US. Encensée par la presse et les analystes financiers comme nouveau modèle d'entreprise, sa valeur boursière ne cessait de croître (90% en un an). La revue Fortune l'avait ainsi élue 6 ans de suite comme l'entreprise la plus innovatrice.

²Créé en 1913, présent en 2001 dans quatre-vingt-quatre pays et fort de ses quatre-vingt-cinq mille collaborateurs dans le monde. Même s'il n'était plus le leader des Big Five (les cinq plus importantes sociétés) son chiffre d'affaires, 9,3 milliards de \$ facturés en 2001, dont 4,3 dans l'audit, était deux fois moins élevé que celui du numéro un du secteur, PricewaterhouseCoopers (PwC), c'était l'une des signatures les plus prestigieuses du métier. Sa réputation avait été ternie par quelques affaires ; mais il n'était pas le seul, parmi les Big Five, à avoir affronté des litiges importants et à avoir dû payer de fortes indemnités en dommages et intérêts. Aussi, quand éclate, en octobre 2001, le scandale Enron, nul ne pouvait imaginer que l'une de ses conséquences sera, six mois plus tard, la disparition d'Andersen.

que les démarches classiques d'audit présentent quelques limites à l'encontre de la régularité et sincérité des états financiers.

L'auditeur, dont le rôle est de contrôler la régularité des écritures comptables des sociétés et la véracité de leurs constatations au regard des documents qui les justifient. L'auditeur dispose en fait d'un droit d'alerte pour le cas où il constaterait des irrégularités dans la gestion. L'incapacité des auditeurs à déceler des anomalies, et ce malgré les évolutions sur le plan des normes professionnelles, remet en question un modèle d'audit légal centré sur l'objectif plus global d'image fidèle et de sincérité. C'est ainsi que, l'auditeur s'est trouvé pointé du doigt et sa crédibilité a été, à tort ou à raison, mise à mal. C'est dans ce sens que l'audit par les risques trouve sa motivation.

L'approche de l'audit par les risques est une technique qui repose sur une réflexion approfondie et préalable sur la nature des risques caractérisant l'entreprise. Et c'est seulement après ce processus d'évaluation que l'auditeur définira son programme de contrôle.

Ceci peut l'amener à alléger ses contrôles sur des sections ou des zones de comptes sur lesquelles sa réflexion lui permet de penser que les risques sont faibles, et par contre, à engager des investigations beaucoup plus importantes dans d'autres secteurs.

Ce travail de recherche a pour problématique principale la question suivante :

- Comment mener l'activité d'audit conformément à l'approche par les risques en même temps réduire le risque à un niveau acceptable ?

De cette problématique découle les sous questions suivantes :

- Pourquoi l'auditeur utilise l'approche par les risques ?
- Quels outils et méthodes les auditeurs ont-ils utilisés dans leurs démarches ?
- Comment évaluer et déterminer les zones à risques majeurs ?

Pour cela, Nous avons émis les hypothèses suivantes :

H1 : Cette approche, permet non seulement aux auditeurs de réduire le budget temps, mais aussi de déceler les risques et de se prémunir dans l'avenir.

H2 : La réussite d'une mission d'audit dépend d'une bonne planification et d'une organisation des travaux à effectuer.

H3 : l'identification des domaines à risque d'erreurs significatives dépend des compétences de l'auditeur.

Afin de répondre à cette question, nous avons structuré notre travail autour de trois chapitres :

Le premier chapitre intitulé « Théorie sur l'audit et l'approche par les risques » nous avons jugé nécessaire de traiter les notions de l'audit comptable et financier et ces normes. Dans ce Contexte, nous avons introduit la notion de l'approche par les risques et ces typologies, une pratique nécessaire pour notre approche. Nous avons traité par la suite le lien entre les risques et le contrôle interne.

Le deuxième chapitre intitulé « identification, évaluation, et traitement des risques » concerne les définitions et les outils de l'identification et l'évaluation des risques et de la façon de l'est traiter.

Le troisième chapitre intitulé « l'approche par les risques dans une mission d'audit au sein de l'ENAGEO » fera l'objet d'un cas pratique effectué à la société afin d'observer l'impact d'une mission d'audit (externe) dans la gestion et notamment dans l'organisation de l'entité.

Chapitre 1 :

Théories sur l'audit et l'approche par les risques.

Introduction

La recherche de l'efficacité dans l'audit comptable et financier a conduit les auditeurs à la mise en œuvre de l'approche par les risques. L'efficacité se définit par le gain de qualité associé à une meilleure maîtrise de l'évolution des coûts. Pour qu'un contrôle soit pertinent, il ne doit pas se disperser sur une multitude d'objets mais il doit se concentrer sur les objets qui méritent son attention.

Pour apporter ne serait-ce que quelques clarifications à cette approche, il est nécessaire de définir l'audit comptable et financier et démontrer ces normes, ce que nous allons essayer de traiter dans ce chapitre comme nous allons aussi énumérer la méthodologie d'une mission d'audit comptable et financier externe.

Quant à la deuxième section, elle sera consacrée au risque d'audit, il sera question de définitions, typologies et un modèle d'approche d'audit par les risques.

Pour ce qui est de la troisième section, elle portera sur la notion de contrôle interne et son lien avec les risques d'audit.

Section 1 : l'audit comptable et financier :

Pour mieux cerner la notion d'audit comptable et financier, nous allons donner dans cette section quelques définitions de l'audit comptable et financier par la suite, essayé de présenter les normes d'audit et pour terminer, nous procéderons aux objectifs.

1. Définitions de l'audit comptable et financier :

Selon les publications des diverses organisations professionnelles, on peut retenir :

« L'audit est l'examen méthodologique d'une situation par une personne indépendante et compétente, qui s'assure de la validité matérielle des éléments qu'il doit contrôler, qui vérifie la conformité du traitement de ces faits avec les règles, les normes et les procédures du système de contrôle interne, en vue d'exprimer une opinion motivée sur la concordance globale de cette situation par rapport aux normes»³.

³ COLIN Lionelet VALIN Gérard, Audit et contrôle interne éd, Dalloz, Paris, 1996, P24

« L'audit est une activité qui applique en toute indépendance des procédures cohérentes et des normes d'examen en vue d'évaluer l'adéquation, la pertinence, la sécurité et le fonctionnement de tout ou partie des actions menées dans une organisation par référence de normes »⁴.

« L'audit est l'examen professionnel d'une information en vue d'exprimer sur cette information une opinion responsable et indépendante par référence à un critère de qualité ; Cette opinion doit accroître l'utilité de l'information »⁵.

2. Audit financier légal et audit financier contractuel :

L'audit financier externe contractuel, réalisé à la demande d'une entité, pour des fins qui sont définies dans le contrat avec l'auditeur.

« Le commissariat aux comptes (parfois dénommé audit financier légal), prescrit par la loi sur les sociétés, qui est constitué de deux éléments distincts :

- Une mission d'audit financier externe.
- Un ensemble d'obligations spécifiques mises à la charge du commissaire aux comptes par des dispositions légales et réglementaires »⁶.

3. Les normes d'audit comptable et financier :

La réalisation de toute mission d'audit, quels qu'en soient les objectifs, implique l'existence au préalable de règles précises, formalisées, connues et acceptées des émetteurs et des récepteurs de l'information soumise à l'audit. Les normes internationales d'audit comprennent des normes générales ou de comportement, les normes de travail et les normes de rapport.

3.1 Normes générales ou de comportement :

L'auditeur doit respecter le code d'éthique professionnelle publié par l'IFAC, notamment les règles d'éthique ci-après :

- Intégralité
- Objectivité
- Indépendance

⁴ CHARLES BECOUR Jean, BOUQUIN Henri, Audit opérationnel, éd. Economica, Paris, 1996, P12

⁵ GERMOND Bernard, Audit financier, éd. Dunod ; Paris, 1991, P25

⁶ DROUISSE SALIMA, Mémoire de magistère spécialité, management/comptabilité, audit et contrôle, thème : la pratique de l'audit comptable financier dans les entreprise public (2009/2010), P59.

- Compétence professionnelle, soin et diligence
- Confidentialité
- Professionnalisme
- Respect des normes techniques et professionnelles.

3.2. Normes de travail :

L'audit doit comporter une évaluation du contrôle interne, un contrôle de qualité de la mission d'audit, la prise en considération des risques de fraudes et erreurs (ISA 240), des textes législatifs et réglementaire (ISA 250), la collecte des éléments probants suffisant.

3.3. Normes de rapport :

- « Nécessité de la rédaction de rapports d'opinion (de certification ou non) ;
- Rapport de recommandations sur le contrôle interne et parfois sur la conformité avec les lois et règlements en vigueur ;
- Rapport spécial pour les missions de commissaire aux comptes ;
- Qualité des rapports : datés et signés et discutés avec les responsables de l'entité auditée.
- Contrôles doivent être effectués »⁷.

4. Les objectifs de l'audit comptable et financier :

La mission d'audit financier est d'émettre une opinion sur la régularité et la sincérité des comptes. Sans doute cette définition permet-elle de comprendre le sens de l'action qui est à mener, elle reste malgré tout insuffisante pour en déterminer le contenu. Il paraît donc nécessaire de lui apporter quelques précisions en énumérant les questions essentielles auxquelles l'auditeur doit répondre avant de se prononcer.

« Sept questions expriment les préoccupations de l'auditeur :

- Toutes les opérations de l'entreprise devant être comptabilisées ont-elles fait l'objet d'un enregistrement dans les comptes ?
- Tous les enregistrements portés dans les comptes sont-ils la traduction correcte d'une opération réelle ?

⁷ BARSZCZ Caura, Guide des cabinets d'audit comptable, éd. Management, Paris, 2002, p310.

- Toutes les opérations enregistrées durant l'exercice concernant-elles la période écoulée et elle seule ? Inversement, des opérations concernant cette période ne sont-elles pas enregistrées dans un autre exercice ;
- Tous les soldes apparaissent au bilan représentent-ils des éléments d'actif et de passif existant réellement ;
- Ces éléments d'actif et de passif sont-ils évalués à leur juste valeur ?
- Les documents financiers sont-ils correctement présentés ?
- Les documents financiers font-ils des informations complémentaires qui sont éventuellement nécessaires ?

A ces sept questions correspondent sept propositions qui, lorsqu'elles sont vérifiées, permettent de penser que les comptes sont sincères et réguliers. Ces différentes propositions seront présentées en distinguant :

- Celles qui sont relatives aux enregistrements ;
- Celles qui sont relatives aux soldes du bilan ;
- Celles qui sont relatives aux documents financiers»⁸.

4.1 Les propositions relatives aux enregistrements :

La comptabilité impose l'enregistrement comptable de l'ensemble des transactions financières d'une entité. L'auditeur doit vérifier l'exhaustivité et la réalité des enregistrements de façon stricte et précise, afin de garantir au compte annuel une information exacte.

4.1.1 La proposition d'exhaustivité des enregistrements :

La proposition d'exhaustivité des enregistrements est vérifiée si et seulement si toutes les opérations sont enregistrées sans aucune omission.

4.1.2 La proposition de réalité des enregistrements :

« La proposition de réalité est vérifiée quand tous les enregistrements traduisent correctement des opérations réelles. La notion de réalité concerne à la fois l'opération et sa comptabilisation.

⁸MIKOL ALAIN. Audit financier et commissariat aux comptes. éd e-thèque.com, 2021, P13.

4.1.3 La proposition des coupures d'enregistrements :

La proposition de coupure traduit l'un des principes fondamentaux de la comptabilité générale à savoir la séparation des exercices : une opération doit affecter les résultats de l'exercice au cours duquel elle a effectivement eu lieu. En d'autres termes, les produits et les charges ne doivent être comptabilisés que dans les comptes de l'exercice qui les concerne.

4.2 Les propositions relatives aux soldes du bilan :

Dans cette proposition l'auditeur doit vérifier l'existence des soldes et l'évaluation des soldes.

4.2.1 La proposition d'existence des soldes :

Cette proposition est vérifiée lorsque, à chacun des éléments qui constitue ce solde, correspond effectivement l'élément d'actif ou de passif qu'il est censé recouvrir. Par exemple, le stock final "existe" s'il peut être justifié par un ensemble de valeurs d'exploitation qui existent physiquement et qui sont bien la propriété de l'entreprise à la clôture de l'exercice.

4.2.2 L'évaluation des soldes :

La proposition d'évaluation des soldes est vérifiée à partir du moment où les éléments d'actifs ou de passif qui les constituent sont correctement évalués.

4.3 Les propositions relatives aux documents financiers :

Même si les propositions relatives aux soldes et aux enregistrements sont vérifiées, les états financiers peuvent donner une image biaisée de la réalité. Ce sera le cas :

- Si les comptes sont mal présentés ;
- Si les documents financiers ne sont pas accompagnés des informations complémentaires qui sont éventuellement nécessaires »⁹.

5. Méthodologie de conduite d'une mission d'audit externe :

La démarche générale de l'auditeur s'organise par les étapes suivantes :

- Orientation et planification ;

⁹MIKOL, ALAIN, Op.cit. P14.

- Appréciation du contrôle interne ;
- Contrôle des comptes ;
- Examen des comptes annuels et des événements postérieurs à la clôture de l'exercice ;
- Achèvement des travaux et rapport.

5-1. Orientation et planification de la mission

Cette phase est nécessaire à l'auditeur car elle lui permet de concevoir les grandes lignes de sa démarche dans l'entreprise auditée.

Dans le cadre de cette phase s'inscrivent :

- La prise de connaissance générale qui inclut l'examen analytique préliminaire ;
- L'élaboration du plan général de l'audit ;
- L'élaboration du programme de travail.

5-1-1 La prise de connaissance générale

L'auditeur cherchera dans cette phase de :

- Situer l'entreprise dans son marché par rapport à ses concurrents ;
- Connaître l'entreprise par son fonctionnement et son organisation ; Ces informations peuvent être récoltées par des entretiens avec les dirigeants, visite des locaux, et consultation des documents.

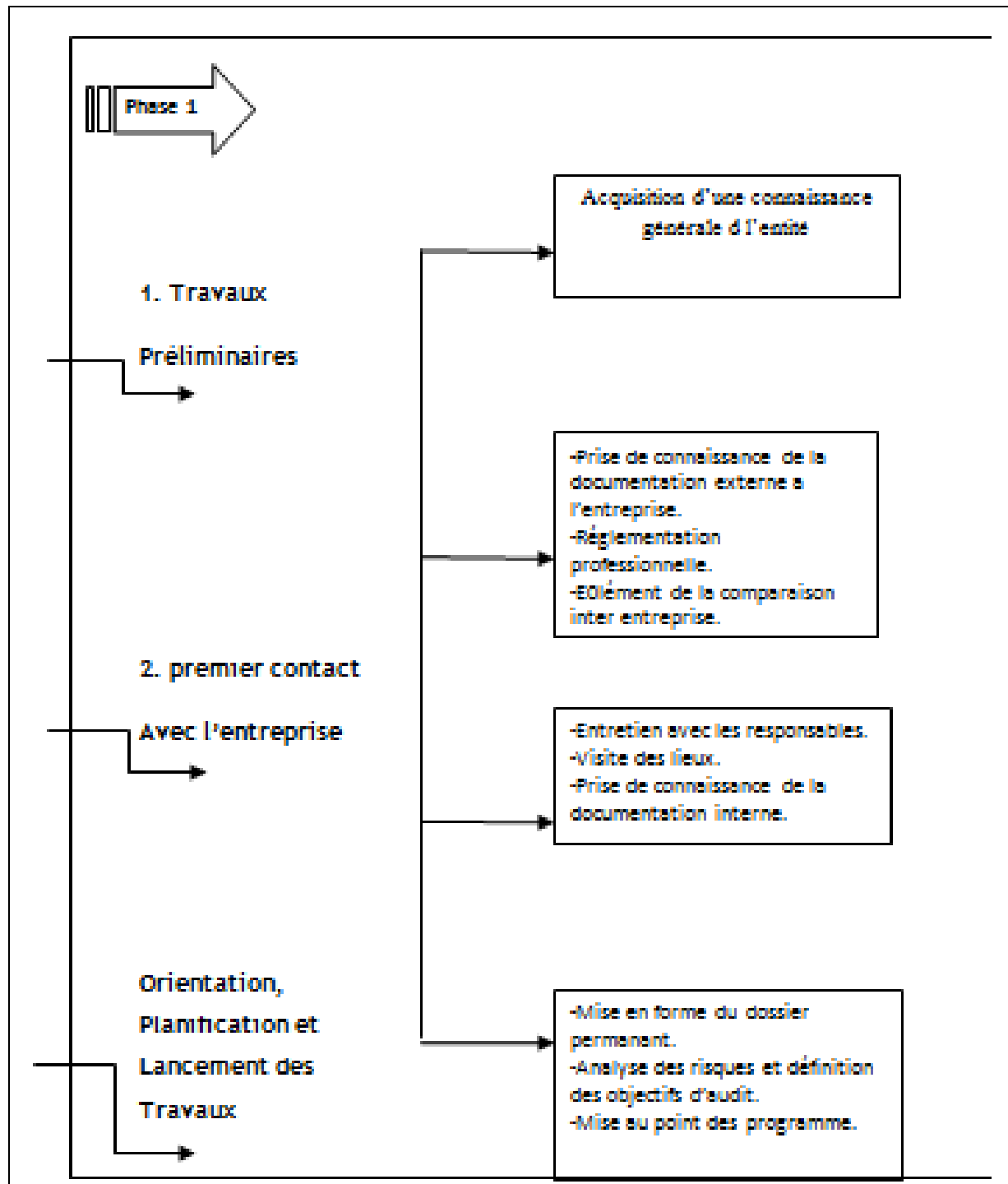
5-1-2 Le plan général d'audit :

Ce plan appelé aussi plan de mission, a pour objet de reprendre et de résumer les informations collectées par l'auditeur afin de prendre les décisions nécessaires à la réalisation de la mission d'audit. « En général les éléments mis en évidence dans un plan d'audit sont :

- Présentation de l'entreprise ;
- Principales évolutions de la période, leur explication obtenue et à confirmer ;
- Nature de la mission, rapports à émettre ainsi que leurs délais de dépôt ;
- Identification des risques généraux et spécifiques à la mission ;

- Détermination du seuil de signification »¹⁰.

Figure N°01 : la phase prise de connaissance générale de l'entité



Source : COLLINS Lionel et VALLIN Gérard, Audit et contrôle interne, Dalloz, 1999, Paris, P60

¹⁰ RAFFEGEAU Jean, DUFILS Pierre, DE MENONVILLE Didier, l'audit financier, éd. PUF, 1994, P54.

5.1.3. Le programme de travail détaillé :

Ce programme a pour objectif de donner une description précise des travaux à effectuer. Il reprend donc les éléments du plan général d'audit et détaille les points suivants :

- L'approche à adopter : évaluation ou non des procédures ;
- La nature des travaux à effectuer ;
- L'étendue des travaux : nombre d'élément prélever pour le contrôle ;
- Calendrier des travaux : la date à laquelle les contrôles doivent être effectués.

5.2. Appréciation du contrôle interne :

Prendre connaissance de l'organisation de l'entreprise auditée est une étape inévitable dans une mission d'audit. Cette étape est nécessaire car elle permet de connaître les systèmes comptables et les risques afin d'organiser les travaux d'audit.

5.2.1. L'approche de l'auditeur :

Dans le cas où il est jugé utile de procéder à l'évaluation d'un système comptable et du contrôle interne qui leur est attaché, « l'approche de l'auditeur est la suivante :

- La description du système : cette description porte uniquement sur les aspects ayant une incidence sur l'organisation des contrôles de l'auditeur ou sur les états financiers. La description peut être élaborée par un diagramme ou de façon narrative.
- Les tests de conformité : ces tests consistent à suivre une opération tout au long de la procédure. Cette étape a pour but des'assurer que la procédure décrite est conforme à la réalité.
- La première évaluation du système : Cette évaluation permet de connaître les forces et les faiblesses de conception de la procédure.
- Les tests de permanence : Cette étape s'effectue par la sélection d'un certains nombres d'opérations dont le nombre dépendra de l'importance du

point de contrôle, et la vérification que le point de contrôle a bien été appliqué »¹¹.

5-3- Contrôle des comptes :

Le contrôle des comptes constitue une étape inévitable même si le contrôle interne présente toutes les sécurités nécessaires. L'auditeur devra effectuer des contrôles directs des comptes ainsi que des tests de validation ou substantifs. Ces tests de validation représentent le degré de preuves apportées par chacun et leurs évaluations.

5.3.1. Les différents types de tests de validation :

Les tests de validation peuvent être regroupés en quatre types principaux :

5.3.1.1 L'examen et l'observation :

L'examen se fait par le contrôle des livres et documents reflétant les opérations financières et les comptes, ainsi que les actifs physiques inscrit. L'observation est une action qui consiste à suivre un processus de procédure effectué par d'autres dans le but de contrôler.

5.3.1.2 Les investigations, les confirmations directes et les déclarations de la direction :

Les investigations : consistent à rechercher des informations fournis par l'entreprise ou par son environnement externe. Cette recherche se fera par des entretiens avec les responsables et demandes écrites auprès des tiers. Les confirmations directes consistent à demander souvent par écrit certaines informations ou la confirmation des informations à des tiers extérieurs à l'entreprise auditée. Les déclarations de la direction constituent une place importante des techniques d'investigation car un grand nombre de déclarations sont reçues par l'auditeur sur des sujets variés qui constituent des preuves d'audit, cependant ils ne doivent pas se substituer à d'autres moyens de preuves mais plutôt être confrontés.

¹¹ RAFFEGEAU Jean & all, Op.cit, P57.

5.3.1.3 La lettre de confirmation :

« Lorsque l'auditeur ne dispose plus d'aucun moyen de contrôle, il est obligé de s'appuyer sur des affirmations rédigées par la direction pour confirmer ses déclarations orales. Ces déclarations écrites sont un complément de preuve justifiant les recherches de l'auditeur dans certains domaines et les réponses reçues. Les caractéristiques de la lettre de confirmation montrent le caractère limité que peut avoir l'auditeur pendant l'exercice de sa mission »¹².

5.3.1.4 Les calculs :

L'auditeur est amené à vérifier l'exactitude arithmétique des informations en faisant le calcul.

5.3.1.5 L'examen analytique :

« Connu comme étant l'examen qui désigne les techniques utilisées pour déterminer le caractère raisonnable des informations contenues dans les comptes ». Les techniques de l'examen analytique sont utilisées lors de la préparation de la mission pour détecter les informations nécessitant un examen particulier et aussi pour s'assurer de la cohérence des comptes annuels à la fin de l'audit »¹³.

5.3.2 La fiabilité des preuves tirées des tests de validation :

La fiabilité des preuves reçues des différents tests de validation dépend des trois facteurs suivants :

5.3.2.1. L'origine de l'information :

Les principes suivants permettent de hiérarchiser les preuves obtenues :

- Une preuve externe (confirmations et documents reçus d'un tiers) est plus fiable qu'une preuve interne, car l'entreprise n'a pas les moyens de modifier ces informations comme elle peut le faire avec ceux qu'elle établit ;
- Une preuve émise par l'entreprise est plus fiable lorsque le contrôle interne est efficace ;

¹² RAFFEGEAU Jean & all, Op.cit. P63.

¹³ Idem.

- Une preuve reprise par un document ou une déclaration écrite est plus fiable que celle d'une déclaration orale.

5.3.2.2 La date de réalisation des tests de validation :

La date à laquelle sont effectués les tests de validation peut avoir lieu avant ou après la fin de l'exercice comptable.

5.3.2.3 L'étendu des tests :

La fiabilité des preuves tirées des tests est liée au nombre de transactions testées en nombre et en valeur.

5.3.3 L'évaluation des résultats des tests :

Les travaux d'analyse tirés par les différents tests et la mise en œuvre des différentes techniques d'audit permettent de tirer une première synthèse au niveau de l'objectif d'audit visé : l'auditeur doit être en mesure de décider si l'objectif visé est atteint ; pour cela il doit analyser les erreurs ou inexactitudes constatées en tenant compte des éléments suivants :

- L'erreur délibérée : peut avoir une incidence sur le déroulement de l'audit : cela peut engendrer une extension de la mission car elle peut avoir pour origine une fraude ;
- L'erreur involontaire peut être dissimulée, le renforcement du contrôle se fera sur les opérations réalisées par cette personne et susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes ;
- L'auditeur doit chercher l'explication de l'inexactitude constatée ;
- L'auditeur doit examiner l'impact des erreurs sur les comptes annuels.

5.4 L'examen des comptes annuels :

L'objet de l'examen des comptes annuels est de s'assurer que les états financiers présentent les caractéristiques suivantes :

A. La cohérence des états financiers :

Cet examen a pour objectif de s'assurer de la cohérence des évolutions prévues et de détecter d'éventuelles évolutions anormales ou non prévues susceptibles de faire l'objet d'une vérification complémentaire. L'auditeur apprécie

cette cohérence en utilisant les techniques de l'examen analytique en particulier l'établissement des ratios en comparaison avec les exercices antérieurs, la comparaison des comptes de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent et les comptes prévisionnels.

B. La concordance avec les données de la comptabilité :

Il s'agit d'un contrôle formel pour vérifier que les chiffres du bilan, de compte de résultat et de l'annexe concordent avec ceux de la balance auditée.

C. Le respect des dispositions légales et réglementaires :

L'auditeur doit s'assurer que l'entreprise respecte les dispositions légales et auxquelles elle est soumise lors de l'établissement des états financiers.

Cet examen porte sur :

- Les principes et méthodes comptables utilisés par l'entreprise pour s'assurer qu'ils sont acceptables.
- Le respect des conventions comptables de base : principes de continuité de l'exploitation et de permanence des méthodes : ces deux conventions ont une incidence sur l'établissement des comptes ainsi que les travaux de comparabilité des états financiers d'un exercice sur l'autre prévues par l'auditeur.
- Le respect des dispositions légales de l'annexe : l'auditeur s'assure que les informations nécessaires à l'élaboration de l'annexe sont fiables et disponibles. L'annexe doit être à la portée du plus grand nombre d'utilisateurs et éviter les excès de technicité qui nuisent à la compréhension. L'annexe doit comporter toutes les informations d'importance significative sur la situation patrimoniale. L'auditeur attachera une attention particulière aux informations qui n'ont pas encore de traduction comptable telles que les événements postérieurs, les engagements hors bilan, les passifs éventuels.

5.5 La prise en évidence des événements postérieurs à la clôture :

Jusqu'à la date de la remise de son rapport l'auditeur est tenu à rechercher l'existence d'événements postérieurs à la clôture. Cette recherche se matérialise par des entretiens avec les dirigeants, l'examen des budgets, par l'étude des procès-verbaux du conseil d'administration ou des comités de la direction. Une fois son rapport déposé, l'auditeur peut intervenir auprès de la direction pour qu'une information soit donnée lors de l'assemblée ou faire lui-même une communication à l'assemblée.

5.6 La synthèse des travaux :

Il s'agit d'un jugement professionnel, l'auditeur décide si tous les travaux nécessaires ont été effectués, par la suite il convient d'examiner la nature des ajustements.

Ces ajustements peuvent porter sur :

- Des estimations : par exemple ajustement portant sur des provisions pour dépréciation ou des provisions pour risques ;
- Des corrections : qui portent sur des montants précis et non discutables sont souvent des erreurs ;
- Ajustement de principe qui résulte soit de l'application d'un principe comptable non admis, ou d'une mauvaise application d'un principe comptable. Il est donc nécessaire de demander cet ajustement s'il existe un impact sur les comptes annuels et s'il peut entraîner des réserves. Le total des ajustements doit être comparé au seuil de signification défini en début de mission ; si les inexactitudes sont supérieures au seuil de signification, une correction des comptes s'impose, s'il est proche l'auditeur devra s'assurer que d'éventuelles erreurs non détectées ne soient pas sujet à un dépassement du seuil de signification, et il demandera à la société de corriger les erreurs identifiées.

5.7 L'opinion de l'auditeur :

L'auditeur peut émettre l'une des quatre types d'opinion :

- La certification sans réserve : l'auditeur portera ce type de certification lorsque

les comptes sont réguliers, sincères, et donnent une image fidèle. Cette certification

suppose d'une part que les comptes annuels sont établis selon les règles en vigueur et les principes comptables généralement admis et appliqués de façon identique à ceux de l'exercice précédent, et d'autre part l'auditeur a pu mettre en œuvre sans restriction toutes les diligences qu'il a jugées utiles ;

- La certification avec réserves : ce type de certification est émis lorsqu'un désaccord sur les états financiers ou une limitation sur l'étendue des travaux ne permet pas à l'auditeur d'exprimer une opinion sans réserves ;
- Le refus de certifier : ce type de certification prend effet lorsque l'auditeur juge qu'une réserve est insuffisante pour révéler le caractère trompeur ou incomplet de l'information financière ;
- L'impossibilité de certifier : ce type de certification résulte d'une limitation des travaux qui empêche l'auditeur d'exprimer une opinion.

5.8 Le rapport d'audit :

Il a déjà été souligné que l'audit légal mené par le commissaire aux comptes comporte un audit financier et comptable conduisant à la certification. Le commissaire aux comptes achève par conséquent sa mission par la rédaction d'un rapport appelé rapport générale dans lequel il donne son opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels.

- L'IFAC65 le rapport doit comporter les informations suivantes :
- Un titre général « rapport d'audit »
- Les destinataires du rapport : en général les propriétaires ou le conseil d'administration ;
- L'identification des comptes annuels : nom de l'entité, date de clôture des comptes annuels et la période qu'il couvre ;
- Le fait que les états financiers sont établis sous la responsabilité de la direction de l'entreprise et que le rôle de l'auditeur est d'exprimer une opinion sur ces états financiers
- Des précisions sur l'étendue de l'audit :
- Référence aux normes d'audit et aux pratiques admises ;

- Mention que l'auditeur a pour objectif d'obtenir une assurance raisonnable ;
- Rapport que l'audit inclut un examen par sondage des informations, une appréciation des principes comptables, des évaluations faites par la direction et des états financiers dans leur ensemble ;
- L'opinion sur les comptes annuels qui doit être exprimée clairement ;
- La signature de l'auditeur, son adresse et la date du rapport.

La réalisation de toute mission d'audit, quels qu'en soient les objectifs implique l'existence au préalable de règles précises, formalisées, connues et acceptées des émetteurs et des récepteurs de l'information soumise à l'audit.

Section 2 : L'approche de l'audit par les risques

Dans cette approche, l'IFACI a élaboré la réforme des normes induisant une modification de la façon dont l'auditeur exécute son audit, Ces modifications ont une incidence sur l'évaluation par l'auditeur du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives et sur la réponse à apporter aux risques identifiés.

Pour permettre une bonne compréhension de cette approche, il est plus que nécessaire de définir la notion du risque et de le cerner sous ses différentes typologies, et voir la façon dont il peut être identifié, et évalué afin d'émettre une opinion motivée.

1. Définitions de risque d'audit :

Le risque d'audit est décrit comme ceci par la norme internationale d'audit 200 :

« Risque que l'auditeur exprime une opinion inappropriée alors que les états financiers comportent des anomalies significatives. Le risque d'audit est fonction des risques d'anomalies significatives et du risque de non détection »¹⁴.

2. But de l'approche par les risques :

¹⁴ ISA 200, Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite d'un audit selon les normes internationales d'audit, 2016, consultable sur le lien : <https://www.ibr-ire.be/docs/default-source/fr/Documents/reglementation-et-publications/normes-et-recommandations/ISA/ISA-nouvelles-et-revisees/ISA-nouvelles-et-revisees-2017/ISA-200>

Un audit effectué en conformité avec les ISA a pour but de :

- Réduire le risque d'audit à un niveau tolérable, c'est-à-dire à un niveau suffisamment faible ;
- Fournir une assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

Par ailleurs, l'approche par les risques a aussi pour but de s'adapter aux caractéristiques du client, à son environnement législatif et réglementaire, aux exigences du marché ce qui permet aux auditeurs de développer ses activités et d'être plus proche des attentes de la direction de l'entreprise à la fin de sa mission.

3. Typologies du risque comptable et financier :

Le risque d'audit comprend le risque d'anomalie significative et le risque de Non détection.

3.1. Risque d'anomalie significative :

Les risques d'anomalies significatives comprennent les risques inhérents et les risques liés au contrôle.

3.1.1 Risques inhérents :

« Les risques inhérents sont des risques qui peuvent subvenir à tout moment à l'entreprise. Ce sont des risques liés à l'activité, à l'environnement de l'entreprise. Ils sont omniprésents et provient de l'extérieur de l'entreprise. Le risque inhérent (ou risque général de l'entreprise) est le risque qu'une erreur significative se produise compte tenu des particularités de l'entreprise révisée, des activités, des environnements de la nature des escomptes et des opérations »¹⁵.

3.1.2 Risques liés au contrôle ou risque de non contrôle :

« Ce sont des risques dus à l'inefficacité ou l'inexistence de système de contrôle interne au sein d'une entité. Le système de contrôle interne mise en place par la société ne permet pas de prévenir, de détecter, ou de corriger les

¹⁵ HACHEMI ABDELWAHAB, Résumé de guide pour l'utilisation des normes internationales d'audit dans l'audit des petites et moyennes entreprises, 2016, P5. Consultable sur le lien suivant : https://www.ifac.org/system/files/downloads/RACsumAc_du_guide_d_audit_IFAC.pdf

anomalies. Ces risques proviennent de l'environnement interne de l'entreprise »¹⁶.

3.2. Risque de non détection :

« Le risque de non détection se traduit par l'existence d'erreurs significatives dans les états financiers audités dues à l'incapacité de l'auditeur à les détecter. C'est le risque que l'auditeur ne trouve pas des erreurs significatives »¹⁷.

4. Modèle de l'approche d'audit par les risques :

Le modèle de risque d'audit est initié par les normes suivantes :

La norme ISA 200 objectif et principes généraux en matière d'audit d'état financiers, précise que l'auditeur doit planifier et exécuter l'audit de manière à réduire le risque d'audit à un niveau acceptable faible conformément à l'objectif d'un audit.

Les programmes de travail confectionnés sur mesure par des éditeurs, des professionnels, des institutions professionnels ou des sociétés informatique sont pour l'essentiel fondés sur le système d'information. Par le passé, les collaborateurs des cabinets d'audit exécutaient un programme de travail qui comportait généralement de longs questionnaires, sans que personne ne s'assure qu'ils en comprenaient les motifs et les objectifs réels.

L'utilisation de listes de contrôle, sans appréciation des raisons qui motivent les tâches et tests de procédures particuliers exécutés par l'auditeur, est un audit exécuté sans compréhension des risques ni, probablement, des activités et de l'entité. Il suffit de se reporter à la procédure instituée par la norme ISA 213 pour s'en convaincre. Cette norme comporte 123 paragraphes et trois annexes consacrés à l'obtention de la connaissance de l'entité et de son environnement, y compris de son contrôle interne, et à l'évaluation des risques d'anomalies significatives identifiés lors de l'exécution de cette procédure. La part de jugement de l'auditeur et l'intervention des membres de l'équipe d'audit en tant que groupe de travail, et non composante d'une hiérarchie, donnent le ton quant à l'importance du raisonnement et du savoir qui sont nécessaires pour mener à bien un audit.

¹⁶ Idem.

¹⁷ HACHEMI ABDELWAHAB, op.cit. P5

La norme ISA 240, responsabilité de l'auditeur dans la prise en considération de la fraude dans l'audit d'états financiers, et la norme ISA 315 compréhension de l'entité et de son environnement et appréciation des risques d'anomalies significatives, consacrent plusieurs paragraphes aux obligations de l'auditeur en matière d'organisation, d'information et d'échanges au sein de l'équipe d'audit.

Figure N°02 : la démarche de l'auditeur

Démarche générale	Partie relative au C.I et à la GRE	Observations
Compréhension de l'entité	Compréhension de l'entité, de ses objectifs et stratégies, de sa gestion des risques et des contrôles mis en place pour les prévenir, les détecter et les corriger.	ISA 315 : compréhension de l'entité et sources d'information pour permettre à l'auditeur de connaître les risques identifiés par l'entité
Prise en considération du risque de fraude	Compréhension par l'auditeur des contrôles préventifs et de détection mis en place par l'entité pour limiter le risque de fraude à un niveau faible	ISA 315 et ISA 240 : comme pour les autres diligences, l'auditeur doit avoir une attitude de scepticisme professionnel
Liens entre objectifs et contrôles mis en place	Établissement des liens entre les objectifs de l'entité, les risques correspondants et les contrôles pertinents pour l'audit.	ISA 315 : il y a un lien direct entre les objectifs de l'entité et les contrôles qu'elle met en œuvre pour obtenir une assurance raisonnable.
Identification des risques	Identification et évaluation par l'auditeur du lien entre risques identifiés par l'entité et risques d'anomalies significatives dans les états financiers	Recherche de la probabilité et de l'importance des risques d'anomalies dans les états financiers et tests des contrôles mis en place par l'entité.
Réponse aux risques évalués	Réponse globale et exécution de procédures sensibles au niveau des assertions.	Détermination d'un plan d'audit ou compléments pour déterminer la nature, le calendrier et l'étendue des autres procédures et tests de contrôle.

Source : HAMZAQUI Mohamed, Audit, gestion des risques d'entreprise et contrôle interne, éd Pearson, France, 2005, P78

Le nouveau modèle d'approche par les risques qui concerne l'audit s'appuie sur le modèle de gestion des risques d'entreprise par une entité, quelle que soit son activité ou sa taille, placée dans un environnement de contrôle adéquat et pratiquant elle-même un minimum de veille stratégique et documentaire, c'est-à-dire située dans un contexte de bonne gouvernance.

Ce modèle, dont l'architecture est essentiellement dessinée par les normes ISA 200, 315, 330 et 500, l'auditeur doit avoir une compréhension de plus en plus exhaustive et approfondie de l'entité, de son environnement, y compris de son contrôle interne, pour pouvoir exécuter sa mission. Cette compréhension porte essentiellement sur la façon dont l'entité identifie, évalue et contrôle l'incidence

des risques sur la réalisation de ses objectifs. Le plan de l'audit doit être conçu pour que l'auditeur et son équipe se concentrent davantage sur les facteurs de risques et les objectifs pertinents pour la mission de l'audit que sur les secteurs à risques faibles et, de surcroît, non significatifs.

Figure N°02 situe les développements qui vont suivre dans l'approche de l'audit par les risques. L'auditeur doit comprendre comment l'entité identifiée et évalue les risques qui menacent tous ses objectifs, qu'ils concernent ou non l'audit. Il doit aussi comprendre les contrôles qu'elle a mis en place pour obtenir une assurance raisonnable que ses objectifs seront atteints.

L'approche par les risques est basée sur des risques inhérents et des risques liés aux contrôles, bien connus des professionnels, le nouveau modèle repose sur une appréciation combinée de ces risques par l'auditeur. Cette approche diffère sensiblement de celle de l'ancien modèle qui exigeait, lors de la mise en œuvre des notions de caractère significatif et de risque inhérent et du risque lié au contrôle.

Section3 : les risques et le contrôle interne

L'approche par les risques requiert de la part de l'auditeur de prendre connaissance d'abord de l'entité, y compris son contrôle interne et de procéder par la suite, à une identification et une évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Dans cette section nous allons définir le contrôle interne et la gestion des risques selon COSO et ensuite procéder au lien entre ces deux derniers.

1. Définition de la gestion des risques d'entreprise :

« Dans son référentiel, le COSO définit la gestion des risques d'entreprise comme un processus conçu et exécuté par le conseil d'administration d'une entité, sa direction et tout autre personnel dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'ensemble de l'entité, pour identifier les événements potentiels qui peuvent l'affecter et pour gérer les risques, conformément aux risques d'appétit, en fournissant une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de l'entité.

Le COSO, la gestion des risques d'entreprise n'est pas une fin en soi, mais représente plutôt la mise en œuvre de moyens importants. Elle est exécutée en

relation avec le gouvernement d'entreprise par la fourniture d'informations au conseil d'administration sur les risques les plus significatifs et sur la manière dont ces risques sont maîtrisés. Elle entre aussi en relation avec la direction exécutive par la fourniture des mesures relatives aux risques et aux ajustements. Enfin, elle est en relation avec le contrôle interne de l'entité qui fait partie intégrante de la gestion des risques d'entreprise »¹⁸.

2. Définition du contrôle interne :

« Le COSO définit le contrôle interne dans son référentiel intitulé Internal control-Integrated framework comme un « processus mis en place par le conseil d'administration, les dirigeants et le personnel de l'entité, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivant :

- La réalisation et l'optimisation des opérations ;
- La fiabilité des informations financières ;
- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur ».¹⁹

La figure N°03 montre l'association qui est face à la menace d'échec, et un environnement de contrôle adéquat pour exécuter les autres composantes du contrôle interne, c'est-à-dire, l'activité de contrôle, l'évaluation des risques et le pilotage.

La direction et le conseil d'administration ne peuvent attendre du contrôle interne qu'une assurance raisonnable. En outre, ce contrôle interne est axé sur la réalisation d'objectifs dans un plusieurs domaines qui sont distinct, mais se recoupent.

Selon cette définition, le contrôle interne à met en place dans une entité englobe des sous-systèmes de contrôle interne, et notamment :

- Des contrôles relatifs à l'information financière ou à la conformité aux lois et réglementations qui concernent l'auditeur ;
- Des contrôles visant des unités ou des activités spécifiques de l'entreprise ;
- Des contrôles visant des services dans l'entreprise ;
- Des contrôles visant la sécurité des actifs.

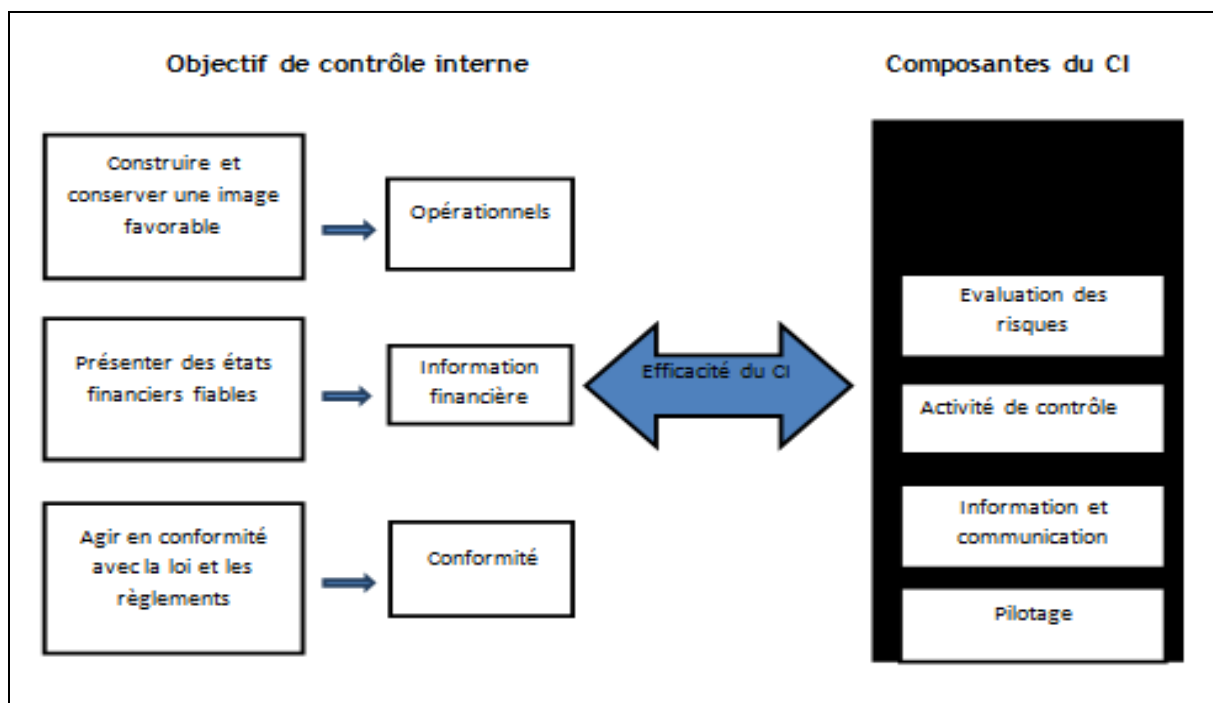
¹⁸ HAMZAOUI Mohamed, Op cit, P79.

¹⁹ HAMZAOUI Mohamed, Op cit, P80.

3. Lien entre gestion des risques d'entreprise et contrôle interne :

La définition de la gestion des risques d'entreprise donnée par le COSO dans son référentiel présente le contrôle interne comme un sous-ensemble de la gestion des risques d'entreprise.

Figure N°03 : composantes du contrôle interne



Source : HAMZAoui Mohamed, Opcit, P81

Le tableau N°01 présente les objectifs similaires du contrôle interne et de la gestion des risques d'entreprise. Le référentiel de la gestion des risques d'entreprise spécifie trois objectifs identiques à ceux indiqués dans les référentiels du contrôle interne, tout en assignant à la gestion des risques d'entreprise des objectifs plus larges concernant l'information.

Le référentiel de gestion des risques d'entreprise indique un objectif supplémentaire relatif à la stratégie, objectif considéré comme ayant le plus haut niveau d'importance. La connaissance des objectifs et de la stratégie de l'entité sont nécessaires à la mise en place d'un contrôle interne et celui-ci est la manifestation concrète de la gestion des risques d'entreprise.

La norme ISA 315, les risques d'entreprise résultent, lorsqu'ils sont significatifs, des consistions, des événements, des circonstances et des actions qui

peuvent compromettre la capacité de l'entité à atteindre ses objectifs et à mettre en œuvre ses stratégies, ainsi que du choix erroné des objectifs et stratégies.

Tableau N°01 : relations entre la gestion des risques d'entreprise et le contrôle interne, selon les référentiels du COSO

Référentiel du COSO Objectifs	Référentiel de gestion des risques d'entreprise en vue d'établir une stratégie	Référentiel de contrôle interne en vue de maîtriser les risques
	Objectif stratégique	\\ \\ \\ \\
	Réalisation et optimisation des opérations, incluant des objectifs de performance et de rentabilité	Réalisation et optimisation des opérations, incluant des objectifs de performance et de rentabilité
	Fiabilité de toutes les informations produites par l'entité incluant les informations internes et externes, financières et non financières	Fiabilité des informations financières
	Conformité aux lois et aux réglementations en vigueur	Conformité aux lois et aux réglementations en vigueur

Source: HAMZAOUI Mohamed, Op cit, P82

Par ailleurs, la conduite des activités d'une entité est dynamique et, tout comme l'environnement externe, elle évolue et entraîne, par conséquent, des changements d'objectifs et de stratégies, ce qui est également source de risques d'entreprise.

4. Limites du contrôle interne :

« Le contrôle interne n'est pas forcément efficace ni apte à identifier tous les risques.

En effet, il présente souvent des lacunes qui exposent l'entité à des risques inutiles, telles que :

- L'élaboration de différentes procédures de contrôle par cycle sans tenir suffisamment compte des objectifs, des stratégies et des risques associés ;
- Des procédures insuffisamment documentées ou communiquées aux personnels ;
- La méconnaissance de certains contrôles automatisés qui facilitent la supervision des contrôles ;
- L'application inconstante des contrôles intégrés dans les procédures.

Comme pour la gestion des risques d'entreprise, le contrôle interne n'est pas une fin en soi. Il sert à soutenir le fonctionnement d'une entité et assurer une activité, respectueuse du droit, efficace et efficient »²⁰.

Les limites, inhérentes à tout contrôle interne, peuvent résulter d'un jugement défaillant exercé lors des prises de décision, de la nécessité d'étudier le rapport coût/efficacité avant la mise en place de contrôles, ou de des fonctionnements provoqués par une défaillance humaine ou technique.

5. Cartographie des risques

La cartographie des risques est l'un des outils qui permet d'évaluer les risques en entreprise.

5.1 Définition de la cartographie des risques :

« La cartographie représente un périmètre de management donné, croisement d'une ou plusieurs unités de gestion avec un ou plusieurs domaines de risques et d'un niveau de déploiement (entreprise, processus, projet, affaire, etc.) Elle est l'image résultant de l'évaluation des risques identifiés au sein de ce périmètre. Il n'est plus ici question d'une croix dans une « case », mais de multiples

²⁰ HAMZAOUI Mohamed, Opcit, P83.

croix ou points portés sur une même matrice d'évaluation, positionnés au regard de leur criticité respective »²¹.

5.2 Objectif de la cartographie des risques :

« La cartographie des risques est un véritable inventaire des risques de l'organisation, la cartographie permet d'atteindre les objectifs suivants :

- Identifier les risques et ce qui les lie ;
- Fournir un mécanisme permettant de développer une solide stratégie de gestion des risques ;
- Comparer et évaluer la manière dont les risques sont traités actuellement et aider à choisir les bonnes stratégies ;
- Indiquer les risques persistant une fois que toutes les stratégies d'atténuation des risques ont été mises en place ;
- Communiquer la stratégie en matière des risques a la fois à l'encadrement et aux employés »²².

5.3 Élaboration d'une cartographie des risques :

« En gardant présent à l'esprit que les méthodes sont multiples, allant du plus élémentaire au plus complexe, retenons que toutes se déroulent en quatre étapes successives.

- Première étape : Élaboration d'une nomenclature de risques ;
- Deuxième étape : Identification de chaque processus/fonction/activité devant faire l'objet d'une estimation ;
- Troisième étape : Estimation de chaque risque pour chacune des fonctions/activités ;
- Quatrième étape : Appréciation globale de chaque risque dans chaque activité ;
- Cinquième étape : Calcul du risque spécifique de chaque activité/fonction »²³.

²¹ LE RAY Jean, De la gestion des risques au management du risqué, éd d'Organisation, Paris, P170.

²² http://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/fr/pdf/topics/integrity/instruments-and-tools/guide_cartographie_risques_juin_2015.pdf?la=fr

²³ Jacques Renard, Théorie et pratique de l'audit interne, éd d'organisation paris, 2004, P148.

L'auditeur doit acquérir une connaissance de l'entité et de son environnement, y compris de son contrôle interne, qui soit suffisante pour lui permettre d'identifier et d'évaluer le risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de concevoir et de mettre en œuvre des procédures d'audit complémentaires.

Conclusion :

Nous sommes arrivées au terme du premier chapitre portant les éléments conceptuels et les fondements de l'audit où nous avons essayé de cerner tous les concepts relatifs à ce terme : son objectif, ses finalités, ses normes comme nous avons pu aborder l'approche d'audit par les risques.

Nous avons noté que la mission d'audit ne se fait pas de façon aléatoire mais suivant une méthodologie bien spécifique, qui définit les différentes étapes de la conduite de cette mission.

L'approche d'audit par les risques repose sur l'identification et l'évaluation de ces derniers pour déterminer les domaines comportant des risques significatifs, qui seront l'objet d'une plus profonde investigation dans le deuxième chapitre, afin de confirmer ou d'infirmer les assertions.

Chapitre 02 :

Identification, évaluation et traitement du risque

Introduction :

Toute activité économique quelle que soit sa nature entraîne des risques, que les dirigeants de ces activités économiques doivent gérer et avant tout évaluer. Ces risques, il faut les identifier puis les réduire au minimum, assumer financièrement la charge de ceux qu'ils jugeront acceptables (en fonction de la taille et des capacités financières de l'entreprise). La gestion des risques fait partie intégrante de la mise en œuvre de la stratégie de toute organisation dans une entreprise. Il s'agit en fait d'un processus par lequel les organisations traitent méthodiquement les risques qui s'attachent à leurs activités et recherchent ainsi des bénéfices dans le cadre de leurs activités.

L'objectif de ce deuxième chapitre, est d'apporter des clés de compréhension qui vont nous permettre d'identifier, de détecter, de comprendre et de maîtriser au mieux le risque.

Il est organisé autour de trois sections. Dans la première section nous allons étudier comment se déroule l'opération d'identification des risques dans l'entreprise, quels sont les moyens que dispose l'entreprise pour les identifier. La deuxième section va nous permettre de connaître comment évaluer les risques. La dernière section est consacrée pour le traitement de ces risques.

Section 1 : l'identification des risques

Constitue la phase clé d'un projet de contrôle interne, dans la mesure où le risque augmente avec l'ignorance. Même si elle vise l'exhaustivité, l'identification s'efforce de recenser les principaux risques. Elle révèle par une analyse détaillée des processus les zones de vulnérabilité et les possibilités de survenance des risques.

1. Objectifs d'identification des risques :

« L'identification des risques répond à des objectifs :

- ✓ Stratégiques (vision à long terme, création de valeur) ;
- ✓ Opérationnel (efficacité/efficience, rentabilité, performance) ;
- ✓ De reporting (information de qualité) ;

- ✓ De conformité (respect des lois et des règlements) »²⁴.

« Identifier un risque ou un objet de risque consistera en :

- ✓ La localisation de sa source (l'activité génératrice) ;
- ✓ La connaissance des causes ;
- ✓ L'évaluation des conséquences ;
- ✓ Et la connaissance des différents scénarios »²⁵.

Pour chaque risque identifié, on associera une situation et une cause.

La situation conditionnera la gravité du dommage tandis que la cause déterminera la probabilité de survenance.

« Par conséquent, il faut associer au risque une fiche synoptique comportant :

- ✓ L'objet du risque ;
- ✓ La situation ;
- ✓ La cause ou le péril ;
- ✓ Le développement ;
- ✓ Les conséquences ;
- ✓ Le propriétaire du risque ;
- ✓ Les facteurs aggravants ;
- ✓ Les facteurs réducteurs »²⁶.

2- Identification des risques pesant sur les assertions :

Pour concevoir des procédés d'audit lui permettant de déterminer s'il existe ou non des inexactitudes qui sont importantes par rapport aux états financiers pris dans leur ensemble, l'auditeur prend en compte le risque d'inexactitudes importantes au niveau des états financiers dans leur globalité.

2-1 Définition des assertions d'audit :

Les assertions d'audit peuvent être définies comme les 3 critères dont la réalisation conditionne la régularité, la sincérité et l'image fidèle.

²⁴ PIERANDREI Laurent, Risk Managent, gestion des risques en entreprise, banque et assurance, éd dunod, Paris, 2015, P 42.

²⁵ JOKUNG NGUÉNA Octave, management des risques, éd ellipses Marketing, Paris, 2008, P60.

²⁶ Idem.

Pour être en mesure d'adopter le niveau de ses diligences, l'auditeur doit évaluer le risque que les états financiers soumis à son jugement comportent des erreurs, autrement dit que les assertions d'audit relatives aux états financiers soient affectées par les anomalies significatives.

2-2- Catégorie d'assertions :

Tableau N° 02 : Première catégorie d'assertion

Réalité	Les opérations et les événements comptabilisés ont eu lieu et concernent bien les comptes de l'entité.
Exhaustivité	Toutes les opérations et tous les événements qui devaient être comptabilisés l'ont été.
Exactitudes	Les montants et les autres données qui se rapportent aux opérations et aux événements comptabilisés ont été enregistrés de façons appropriés.
Rattachement	Les opérations et les événements ont été comptabilisés dans la bonne période.
Classement	Les opérations et les événements ont été comptabilisés dans les bons comptes.

Tableau N° 03 : Deuxième catégorie d'assertion

Existence	Les actifs, les passifs et les éléments des capitaux propres existent.
Droits et obligations	L'entité détient ou contrôle les droits sur les actifs et les passifs sont des obligations de l'entité.
Intégralité	Tous les actifs, les passifs et les éléments des capitaux propres qui devaient être comptabilisés l'ont été.
Valeur et affectation	Les actifs, les passifs et les éléments des capitaux propres sont comptabilisés pour un montant approprié dans les états financiers et tout ajustement de valeur qui s'impose est comptabilisé adéquatement.

Tableau N°04 : Troisième catégorie d'assertion

Réalité, droits et obligations	Les opérations, événements et autres éléments ont eu lieu et concernent l'entité.
Exhaustivité	Toutes les informations qui devaient être fournies dans les états financiers l'ont été.
Classement et compréhensibilité	Les informations financières ont été présentés et décrites d'une façon appropriée et des informations données dans l'annexe sont clairement exprimées.
Exactitude et valeur	Toute les autres informations financières, et autres que financières, sont communiquées sincèrement pour les montants adéquats.

Source : HAMZAOUI Mohamed, Audit, gestion des risques d'entreprise et contrôle interne, Pearson, France, 2005, P 168

2-3- mesure de l'incertitude relative aux risques d'anomalies significatives :

Pour apporter des réponses au risque, l'auditeur doit identifier celui qui est susceptible d'engendrer des anomalies significatives dans les états financiers pris dans leurs ensembles, en raison d'anomalies significatives dès les catégories d'opérations, les soldes des comptes, les informations données et les assertions correspondantes.

« La mesure de l'incertitude relative à ce risque dépend :

- Du type de menace ;
- Des assertions soumises aux risques ;
- De la durée des conséquences ;
- De l'efficacité des activités de contrôle et de surveillance »²⁷.

2-4- prise en compte par l'auditeur du risque d'audit dans son évaluation des risques au niveau de l'assertion :

L'auditeur doit planifier et réaliser la vérification de manière à ramener le risque d'audit à un niveau suffisamment faible. L'auditeur ramène le risque d'audit à un niveau suffisamment faible en concevant et en mettant en œuvre des procédures d'audit lui permettant de réunir des éléments probants suffisants et adéquats pour être en mesure de tirer des conclusions raisonnables sur lesquelles il pourra fonder son opinion.

Les composantes du risque d'audit qui comprend :

- Le risque d'anomalies significatives dans les états financiers (risque d'anomalies) c'est-à-dire le risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives avant l'audit.
- Le risque que l'auditeur ne détecte pas ces anomalies (risque de non-détection).

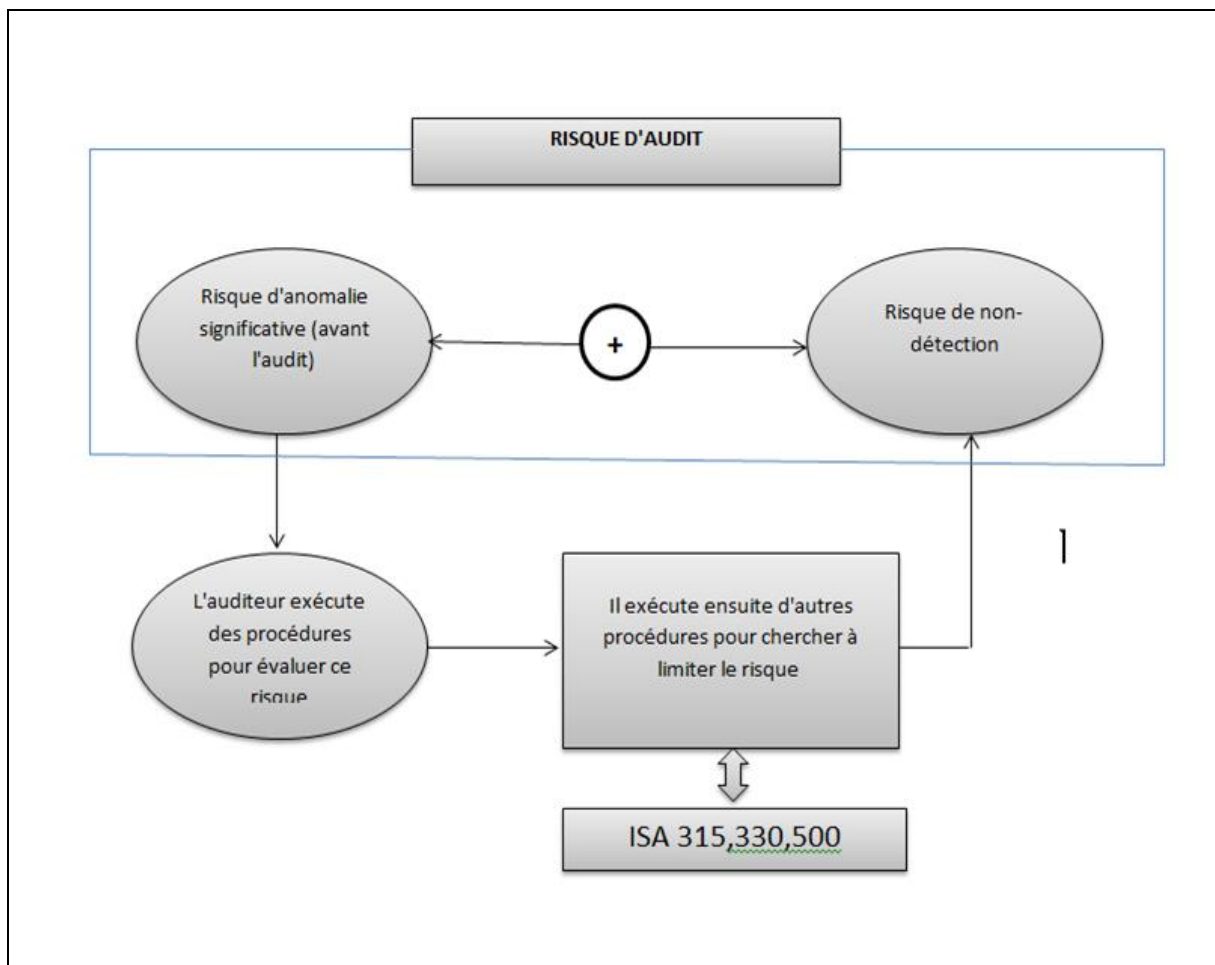
²⁷HAMZAOUI Mohamed, Audit, Opcit, P170.

3- Outils d'identification des risques :

La phase d'identification sera menée par le biais des méthodes dites a priori et des méthodes qualifiées d'a posteriori.

Les méthodes a posteriori sont généralement celles utilisées par les assureurs : usages des statistiques, utilisations des questionnaires d'analyse des risques mais également recours à l'arbre des causes qui est une méthode déductive qui s'établit au départ de l'accident.

FigureN° 04 : Risque d'audit



Source: HAMZAoui Mohamed, Opcit, P17

Les méthodes a priori sont organisationnelles à l'image des centres et de la vie d'un produit ou techniques comme l'arbre des événements et l'analyse des défaillances et leurs effets. et ce qui concerne l'arbre des événements, on part d'un événement initial et on cherche les conséquences de la défaillance.

A. Les ressources en danger comme outils d'identifications :

« L'objectif ici est de répéter les risques encourus par les différentes ressources de l'entreprise regroupées en six classes :

- ✓ Ressources techniques ;
- ✓ Ressources informationnelles ;
- ✓ Ressources économiques ;
- ✓ Ressources financières ;
- ✓ Ressources partenariales ;
- ✓ Ressources environnementales »²⁸.

Il est question pour ce faire d'analyse avec minutie les éléments qui suivent :

- ✓ Le personnel ;
- ✓ Les matières ;
- ✓ Les équipements ;
- ✓ Les installations ;
- ✓ La chaîne logistique ;
- ✓ Les flux d'informations ;
- ✓ Les moyens de communications tant internes qu'externes ;
- ✓ Les besoins techniques et financiers en cas de crise ;
- ✓ Les flux financiers ;
- ✓ Les utilités telles que l'air, la terre et l'eau.

L'importance étant de déceler la possibilité d'indisponibilité d'une ressource et de son impact sur l'atteinte des objectifs de l'entreprise.

B. Les documents financiers comme outils d'identification :

« L'identification des risques s'appuie sur les soldes intermédiaires de gestion (SIG) de l'entreprise (ou sur son compte de résultat) en faisant apparaître ses divers stakeholders (les parties prenantes à l'entreprise). Pour cela le tableau des SIG sera dressé et complété par la spécification des parties prenantes en liaison avec les différentes postes »²⁹.

²⁸ JOKUNG NGUÉNA Octave, Opcit, P61+62.

²⁹ Idem.

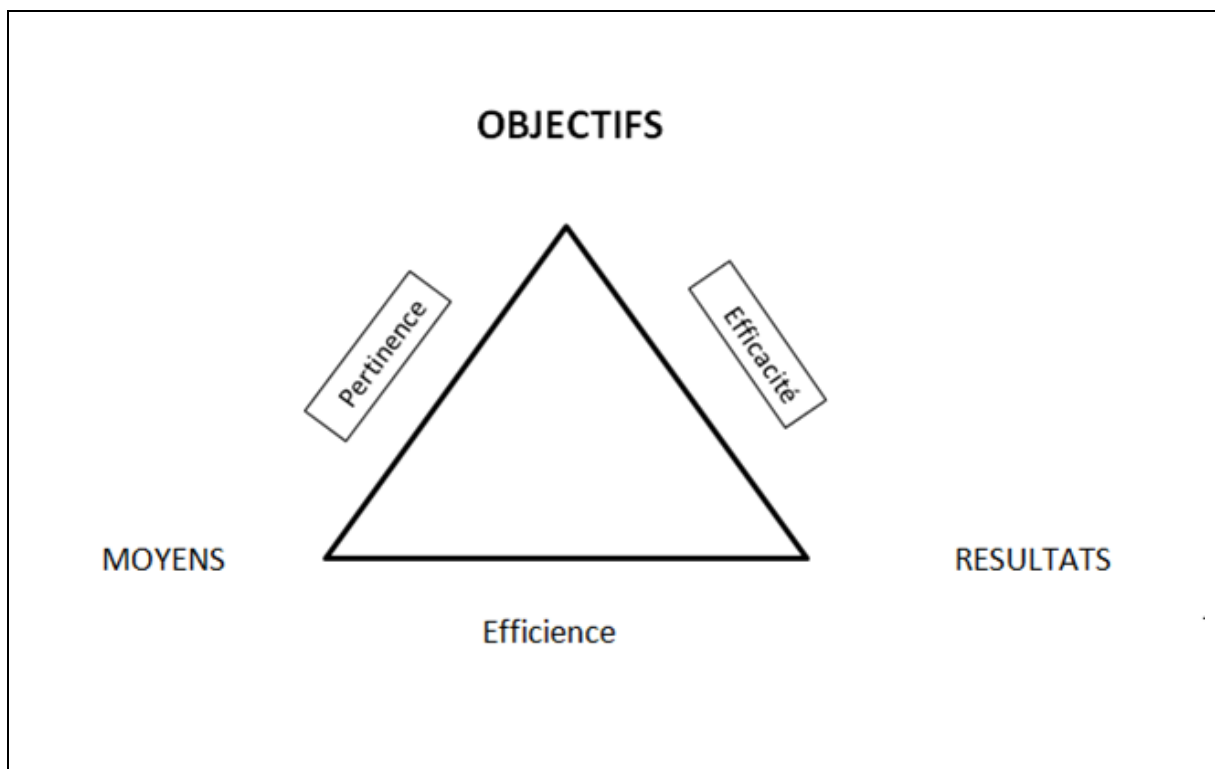
C. L'identification par la méthode des centres :

« L'entreprise est ici abordée en tant que mosaïque de centre d'activités présentant chacun des objectifs propres qui découlent de l'application de la direction participative par objectifs. Un centre d'activité est une entité au sein de l'entreprise dotée de ses propres objectifs, possédant des ressources idoines ainsi qu'un certain degré d'autonomie et un responsable de sa tête »³⁰.

D. L'identification par les processus :

Le point d'ancrage de cette approche réside dans la description des processus mis en œuvre dans l'entreprise et par celle des activités liées auxdits processus.

Figure N°05 : le triangle d'or



Source : JOKUNG NGUÉNA Octave, Opcit, P65

³⁰ Idem.

« La démarche sera la suivante :

- ✓ Identification des processus les plus représentatifs de l'activité de l'entreprise ;
- ✓ Mis en évidence des objectifs des processus ayant été identifiés avec si possible le lien avec les objectifs de l'entreprise ;
- ✓ Description des processus identifiés à l'aide de diagramme temporel de flux en vue d'identifier les points névralgiques et les vulnérabilités associées à chaque processus »³¹.

E. Audit documentaire et audit en risque management

« L'audit documentaire est un outil essentiel en vue d'une identification rationnelle et objective des risques. Dans la phase amont, l'auditeur va demander un certain nombre de documents, qu'il exploitera partiellement avant d'aller sur le terrain (phase de « travail à plat »). Pendant la phase de déroulement de l'audit, l'auditeur va confronter ses sources documentaires avec les informations collectées via les interviews et la visite de sites. En phase post-mission (rédaction du rapport), le risque manager préconisera ; compte tenu de ses conclusions, un certain nombre d'ajustements concernant les informations qu'il a collectées en phase initiale (modifications de clauses contractuelles, renégociation des clauses assurance, consultation du marché assurance, etc.) »³².

F. Entretiens

« La technique d'entretien s'avère être une technique essentielle à l'identification objective et rationnelle des risques, et ce, tout particulièrement en culture d'entreprise latine. L'objectif de cet entretien est : d'une part, de s'assurer de la connaissance par les opérationnels des dispositifs de risque management mis en œuvre par l'entreprise ; d'autre part, d'évaluer avec eux les risques potentiels qui pourraient affecter les processus métiers et les risques du groupe »³³.

³¹ JOKUNG NGUÉNA Octave, Idem, P66.

³² KEREBEL Pascal, Management des risques, éd. EYROLLES d'organisation Paris, 2009, P 19.

³³ Idem, P 21.

G. Questionnaires

Cette méthode consiste à administrer à différents groupes de personnes une liste de questions en relation avec les risques susceptibles d'avoir un impact sur l'entreprise.

Identification des risques est une démarche interne à l'entreprise et réalisée en termes d'acceptabilité des risques dans l'optique de permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs. Dans cette optique plusieurs méthodes d'identification ont été proposées afin d'avoir une vue exhaustive des risques.

Section 02 : L'évaluation du risque

L'évaluation du risque est une mesure de l'occurrence d'un événement indésirable et une mesure de ses effets ou conséquences, exprimée par la multiplication de ces deux notions.

Dans la phase d'évaluation, les risques sont qualifiés selon leurs probabilités de survenance, et leurs impacts en cas de survenance sur le capital financier, informationnel ou humain. Cette évaluation reste subjective, mais cherche néanmoins à étalonner le risque selon une échelle de criticité de type : faible, moyen, élevé. Les risques peuvent alors être classés afin de mieux les comprendre et les analyser, et ainsi mieux les reconnaître et les traiter lorsqu'ils surviennent.

L'évaluation permet de formaliser les risques. Les différentes sources sont modélisées et les conséquences sont monétisées, afin d'élaborer des stratégies de gestion et d'optimiser les investissements liés.

1-Les paramètres d'évaluations :

L'identification effectuée, l'appréhension d'un risque nécessitera la détermination de sa gravité (le dommage) et de sa survenance (la probabilité de survenance). Si possible, il faudra dresser le compte de résultat du risque identifié en prenant en compte ses diverses conséquences. Les risques pourront ultérieurement apparaître selon une cartographie basée sur la gravité et la survenance.

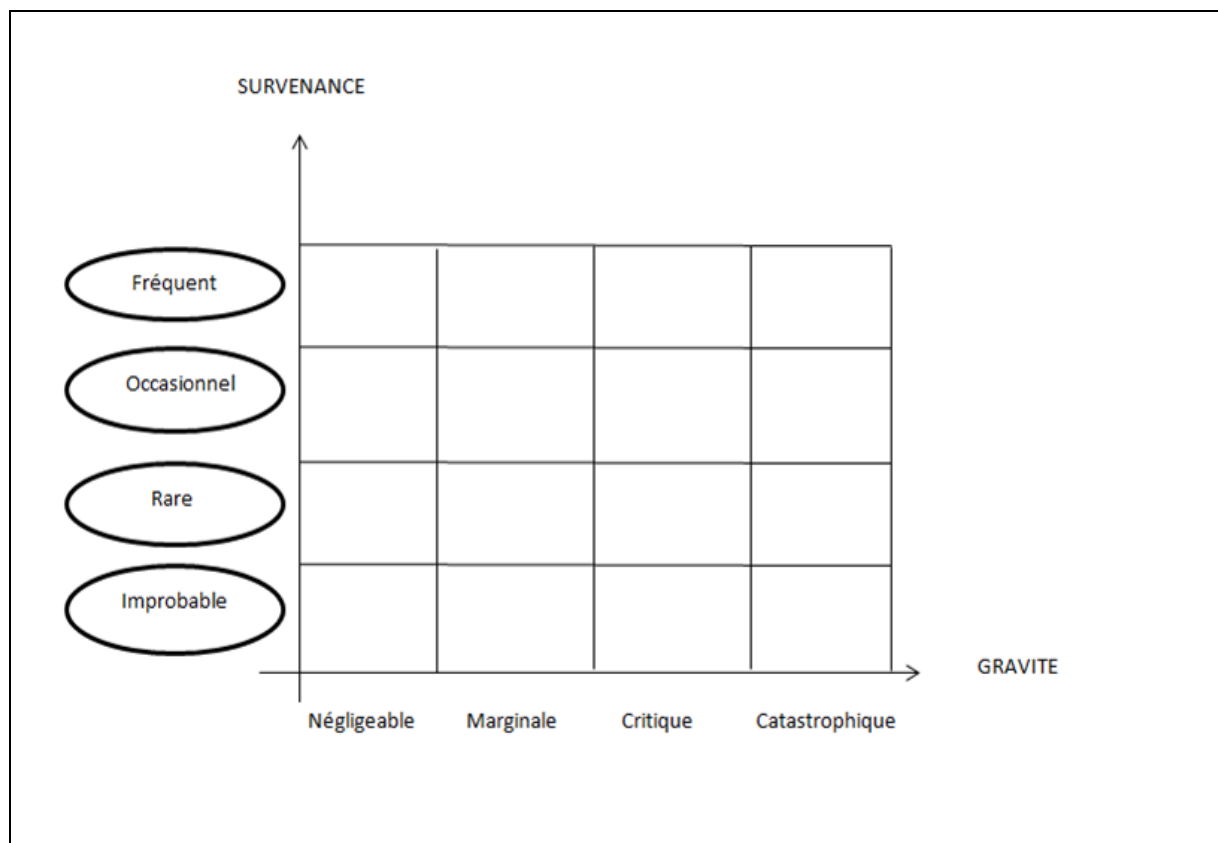
On retiendra généralement quatre niveaux de gravité :

- Négligeable ;
- Marginal ;
- Critique ;
- Catastrophique.

« Ces niveaux de gravité seront croisés avec quatre niveaux de survenance, en l'occurrence :

- Improbable ;
- Rare ;
- Occasionnel ;
- Fréquent »³⁴.

Figure N°06 : diagramme gravité-survenance



Source : JOKUNGNOUNGUEA Octave, Opcit, P70

³⁴ Idem, P70+71.

Cependant dans le but de faciliter l'appropriation du Risk management par les managers, on limitera dans certaines circonstances la gravité et la survenance a deux niveaux d'intensité et d'importance.

Bien que les phases d'identification et évaluation soient généralement séparées, la détermination des paramètres d'évaluation que sont la gravité et la survenance débute lors de la phase d'identification. Dans la pratique, les deux phases seront concomitantes car ce sont elles qui constituent l'analyse du risque. Les risques identifiés et évalués seront placés en fonction de leur gravité et de leur survenance.

La connaissance des paramètres d'évaluation permettra de juger du caractère acceptable d'un risque. Mais, il faudra au préalable procéder à la hiérarchisations des risques identifiés et évalués, bref des risques ayant été analysés.

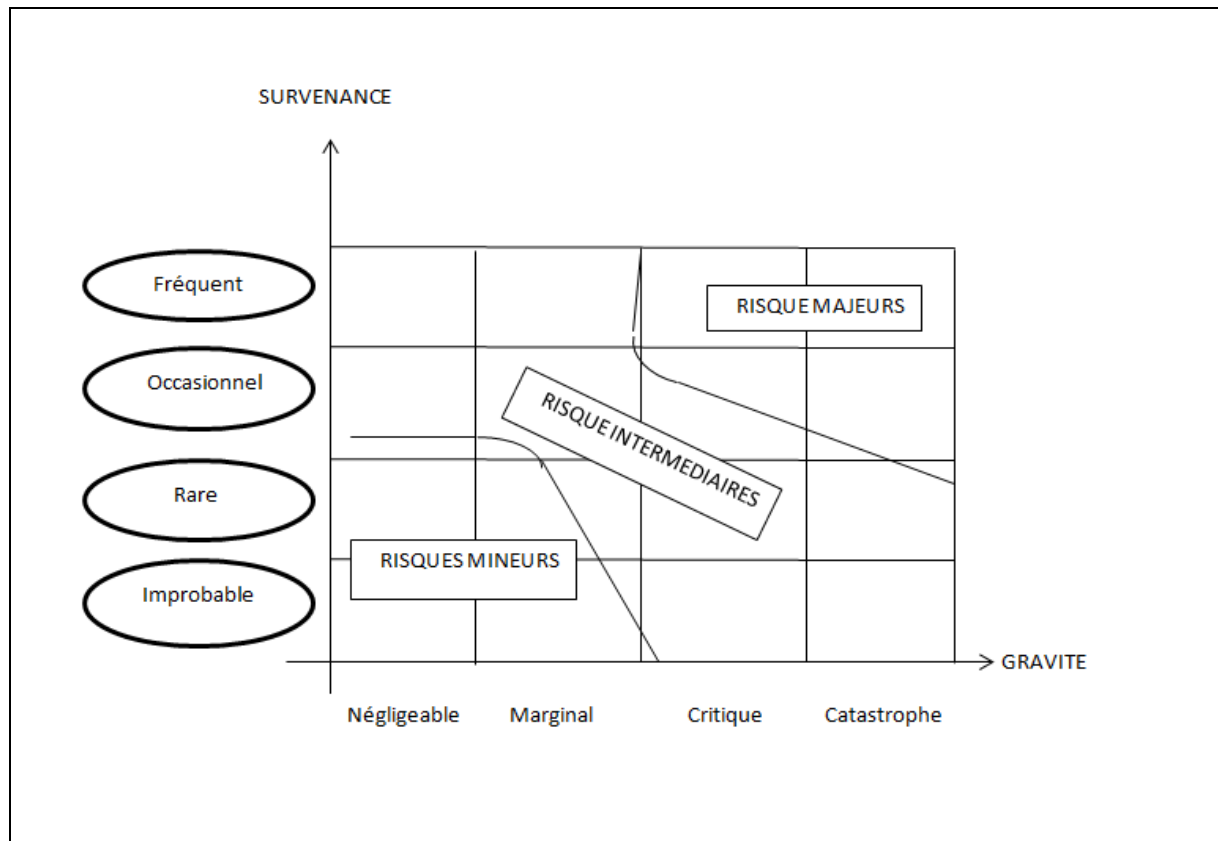
2-La hiérarchisation des risques :

« La hiérarchisation des risques s'effectuera suivant la valeur des paramètres d'évaluation. Trois cas pourront se présenter :

- Survenance et gravité sont élevées, le risque est qualifié de majeur.il remet pas en cause les objectifs de l'entreprise ;
- Survenance et gravité sont faibles, le risque est qualifié de majeur. Il remet en cause les objectifs de l'entreprise ;
- Les deux paramètres d'évaluation ne sont pas simultanément élevés ou simultanément faibles, le risque est qualifié d'intermédiaire. Il peut remettre en cause l'atteinte des objectifs »³⁵.

³⁵ JOKUNG NGUÉNA Octave, Opcit, P71.

Figure N°07 : hiérarchisation des risques



Source : JOKUNG NGUÉNA Octave, Opcit, P72

Les classes de risques majeurs, risques mineurs et risques intermédiaires, l'on distingue des risques de fréquence, des risques de gravité et des risques moyens.

Les risques de fréquence sont ceux qui possèdent une éventualité de survenance élevée tandis que les risques de gravité présentent une gravité importante. Les risques intermédiaires non extrêmes correspondent aux risques dits moyens.

3-L'acceptabilité des risques :

L'acceptabilité d'un risque sera fonction d'une limite d'acceptabilité fixée conformément aux objectifs de l'entreprise et de l'aversion vis-à-vis du risque des dirigeants.

Les attitudes face au risque sont généralement appréhendées à travers trois concepts, à savoir l'aversion vis-à-vis du risque, la prudence et la tempérance.

L'aversion vis-à-vis du risque correspond à la concavité de la fonction d'utilité. En fait, la fonction d'utilité concave fait référence à la volonté de l'individu de se débarrasser du risque. Les comportements à risque sont également soigneusement analysés. La prudence n'est pas une mesure de la volonté de se débarrasser des risques, mais une mesure de la propension à être prêt à faire face aux risques. Le concept de prudence confère directement la convexité à l'utilité marginale. Le dernier concept, la tempérance, est utilisé lorsque les individus sont confrontés à de multiples sources de risque. La tempérance trouvée au niveau de concavité de la dérivée seconde de la fonction d'utilité. Ceci nous amène à dire que la tempérance est à la prudence ce que la prudence est au dégoût.

Il s'agit d'évaluer les risques pour mesurer leur importance relative et déterminer leur priorité, tout en justifiant les moyens mis en œuvre pour les gérer.

De plus, analyser les risques de l'entreprise revient à les estimer en fonction de l'atteinte des objectifs fixés par la Direction Générale. Ainsi, tout risque identifier peut-être placé dans le diagramme Gravité-Survenance en fonction de sa gravité maximale et de sa probabilité de survenance.

La compréhension des limites d'acceptabilité divise le graphique Gravité-Survenance en deux parties : une partie regroupe les risques considérés comme acceptables, et l'autre partie concerne les risques considérés comme inacceptables. Lorsqu'un risque remet en cause la réalisation des objectifs d'une entreprise, le risque est considéré comme inacceptable.

4-La criticité des risques :

La gravité du risque est obtenue par le produit de sa gravité et de sa survenance. Il s'agit d'un problème qui considère simultanément la gravité et survenance des risques à travers un seul indicateur.

Une gravité élevée et une survenance élevée génèrent une importance critique et correspondent à des risques que l'entreprise ne peut se permettre. Nous sommes confrontés à des risques majeurs.

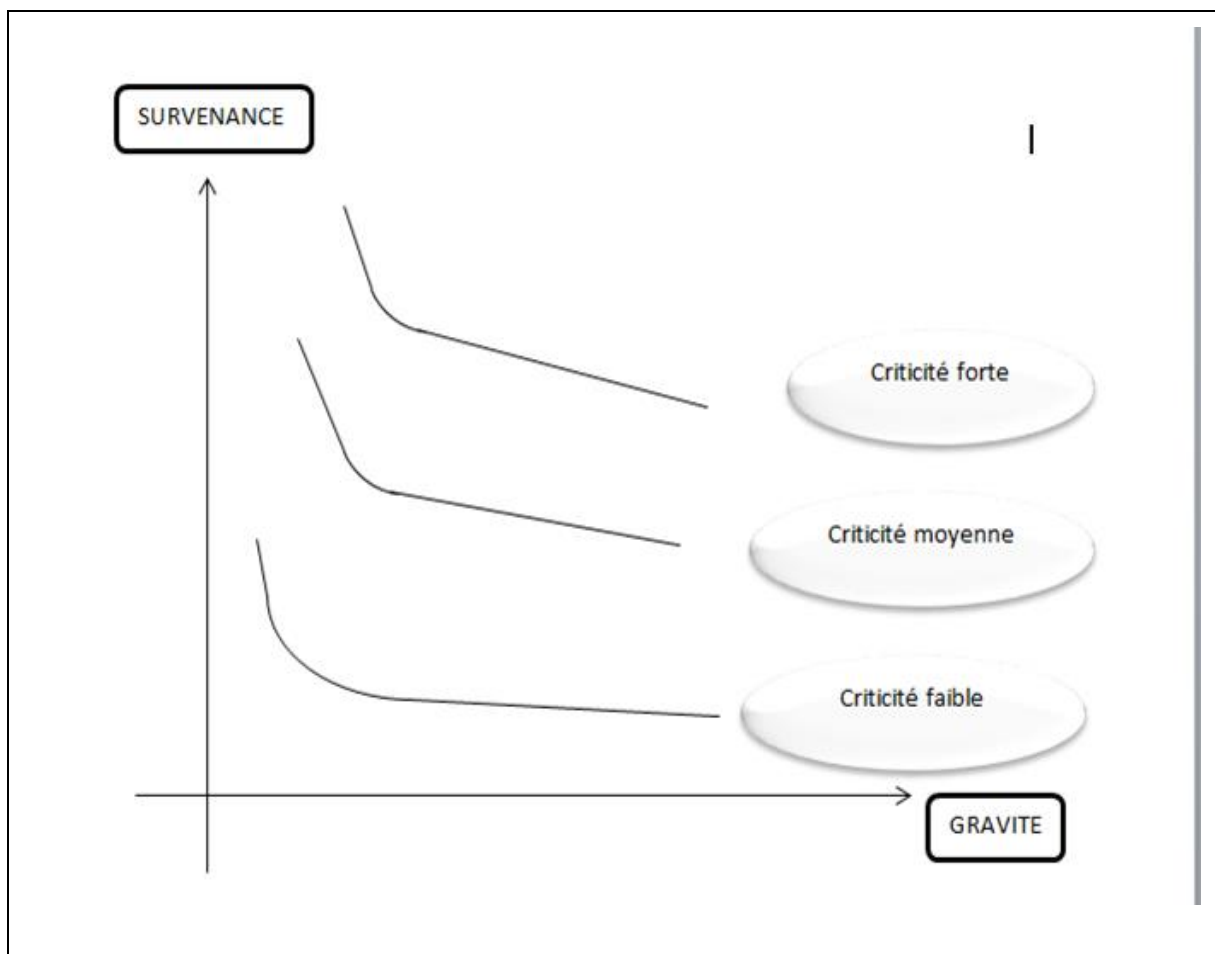
La combinaison d'une faible gravité et d'une faible survenance conduit à une faible criticité et à des caractéristiques de risque négligeables. C'est le cas des risques mineurs.

Ainsi, toutes les situations intermédiaires, c'est-à-dire de faible gravité avec une survenance élevée ou de gravité élevée avec une incidence faible, correspondent plus ou moins au risque intermédiaire tolérable.

La ligne critique est similaire à la courbe d'indifférence du consommateur ou à la classe d'équivalence dans l'espace Rendement-Risque (ERR). Il classe tous les risques considérés comme similaires.

Par exemple, nous pouvons illustrer des concepts clés en portant des risques caractérisés par leur survenance et leur gravité. Si l'on se limite à trois risques : risques majeurs, risque mineurs et risques intermédiaires, on obtient dans un premier temps trois zones dans l'espace Gravité-Survenance, matérialisant les trois types précédents lesquels seront remplacé par trois courbes dans l'optiques de mettre en exergue le degré de criticité.

Figure N°08 : criticité et classification des risques : iso-criticité



Source : JOKUNGUENA Octave, Opcit, P77

5-L'évaluation par l'auditeur des risques d'anomalies significatives :

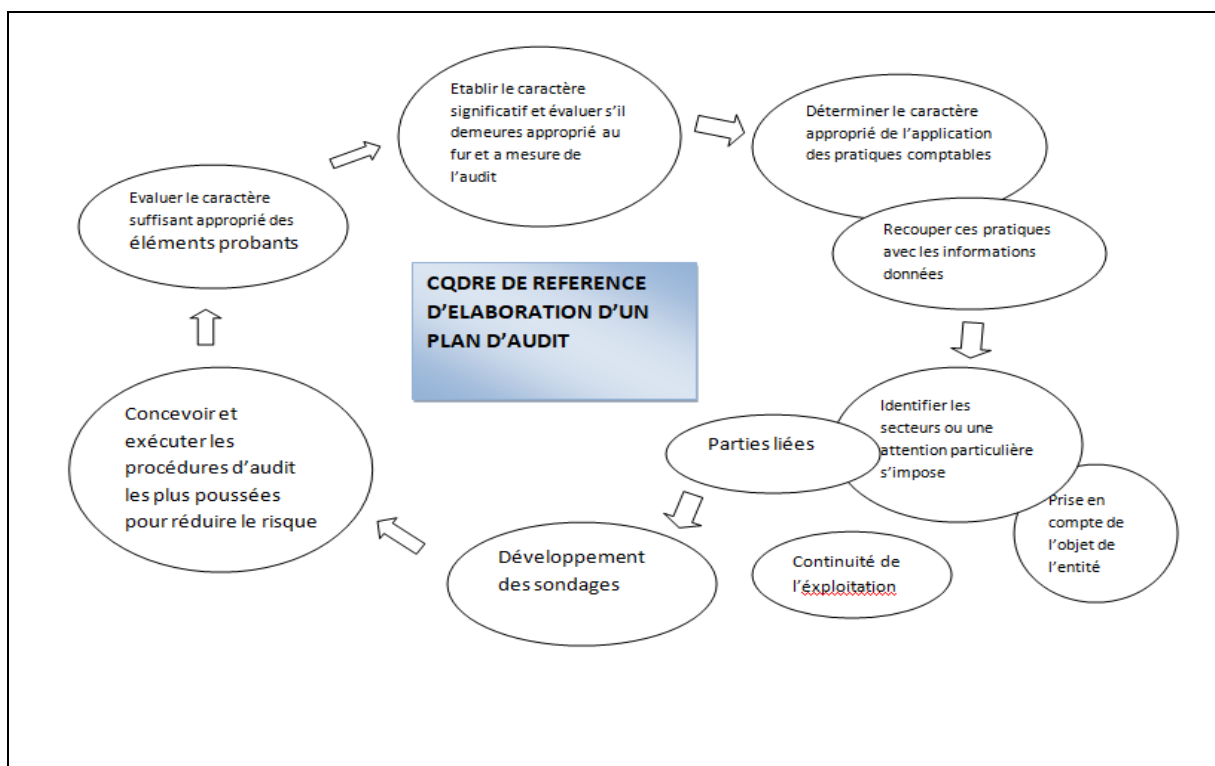
La compréhension par l'auditeur de l'entité et de son environnement, y compris de son contrôle interne, a pour objectif d'identifier les risques que cette entité échoue dans la réalisation de ses objectifs. S'ils se concrétisent, ces risques peuvent engendrer des anomalies importantes dans les états financiers.

La norme ISA 315 donne à l'auditeur un cadre dans lequel il exercera cette recherche d'identification et d'évaluation des risques.

5.1 L'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers :

L'obtention d'une compréhension de l'entité et de son environnement, décrite sommairement ci-dessus, est l'un des aspects essentiels d'exécution de l'audit, conformément aux normes ISA de l'IFAC. Elle permet d'établir un cadre de référence dans lequel l'auditeur élaborera le plan de l'audit et exercera son jugement professionnel quant aux risques d'anomalies significatives dans les états financiers et à la façon d'y répondre tout au long de l'audit.

Figure N°09 : Établissement d'un cadre de référence dans lequel l'auditeur élabore le plan d'audit et exercera son jugement



Source: HAMZAOUI Mohamed, Opcit, P 59

« L'auditeur doit donc :

- Déterminer le caractère significatif au niveau des états financiers pris dans leur ensemble le seuil d'anomalie significative et évaluer si son appréciation de ces seuils demeure appropriée au fur et à mesure du déroulement de l'audit.
- Apprécier le caractère approprié des choix faits en matière d'application des pratiques comptables et vérifier si celles-ci recoupent les informations données dans les états financiers.
- Identifier les secteurs où une attention particulière s'impose (opérations entre parties liées, pertinences de l'assertion par la direction de la continuité d'exploitation ou prise en considération de l'objet de l'entité dans les opérations).
- Développer des sondages pour les utiliser lors des procédures analytiques.
- Concevoir et exécuter des procédures plus poussées afin de réduire les risques d'audit à un niveau acceptable.
- Évaluer si les éléments probants obtenus sont suffisants et appropriés »³⁶.

L'évaluation des risques éléments clé de la démarche de prévention et de santé au travail permet d'identifier les risques auxquels sont soumis les salariés d'une entreprise dans le but de mettre en place un plan de prévention pertinent et adapté à la structure.

Section 3 : traitement des risques

Après avoir été identifié et évalués, les risques réputés majeurs devront être traités tout comme les risques inacceptables. Le traitement de ces risques s'en suivra avec réduction de la gravité ou de la survenance mais également par le transfert total ou partiel du risque vers l'extérieur.

³⁶ HAMZAOUI Mohamed, Op cit, p 58+59.

3-1- Catégories de traitement de risque :

« Il existe quatre catégories de traitement de risques :

- L'évitement : cesser les activités à l'origine du risque. L'évitement du risque peut aussi bien avoir pour conséquence d'interrompre une ligne de produits, de ralentir l'expansion prévue sur un nouveau marché géographique que de vendre un département.
- La réduction : prendre des mesures afin de réduire la probabilité d'occurrence ou l'impact du risque ou les deux à la fois. Il s'agit habituellement d'une multitude de décisions prises quotidiennement.
- Le partage : diminuer la probabilité ou l'impact d'un risque en transférant ou en partageant le risque. Parmi les techniques courantes, citons l'achat de produits d'assurance, les opérations de couverture ou l'externalisation d'une activité.
- L'acceptation : ne prendre aucune mesure pour modifier la probabilité d'occurrence du risque et son impact »³⁷.

³⁷ CHRISTELLE Philipe et VILLEPELET Serge, Le management des risques de l'entreprise, éd d'Organisation, Paris, 2005, P230.

Tableau N°05 : les différentes modes de traitement

Éviter	Partager
-Se défaire d'une unité, d'une ligne de produits ou d'un secteur géographique - Décidé de ne pas s'impliquer dans de nouvelles initiatives/activités qui pourraient donner lieu à un risque	-Assurer les pertes significatives imprévues -Conclure un nouvel accord de joint-venture /partenariat -Conclure des accords de syndication - Couvrir les risques par des instruments financiers - Sous-traité des processus - partager les risques par la conclusion des contrats avec des clients, fournisseurs ou d'autres partenaires
Réduire	Accepté
- Diversifier l'offre de produits - Établir des limites opérationnelles - Établir des processus efficaces - Accroître l'implication du management dans la surveillance des prises de décision - Rééquilibrer le portefeuille d'actifs pour réduire l'exposition à certains types de pertes - Réaffecter le capital entre les différentes unités opérationnelles	-<<S'auto-assurer>> contre certaines pertes - S'appuyer sur la compensation naturelle des pertes au sein d'un portefeuille - Accepter le risque s'il est déjà en ligne avec la tolérance au risque

Source :CHRISTELLE Philipe et VILLEPELET Serge, Opcit, P230

3-2- Les paramètres de traitement :

Le traitement du risque nécessitera la connaissance du coût du risque assorti de sa variabilité. Il s'agit en l'occurrence des paramètres de traitement du risque.

3-2-1- le coût du risque :

« Le coût du risque résulte de la rétention espérée augmentée des coûts de réduction (Protection et ou prévention), de sécurité et de transfert. C'est la totalité des dépenses courantes et futures engendrées par le risque »³⁸.

3-2-2- la variabilité du risque :

« La variabilité s'obtient en comparant le coût du risque ce dernier ne se réalise pas avec son coût lorsqu'il se réalise accompagné de sa plus forte intensité (gravité). C'est la différence entre le coût maximum et le coût minimum »³⁹.

3-2-3- le diagramme Coût-Variabilité :

« L'appréhension des deux paramètres de traitement du risque que sont le coût et la variabilité s'effectue simultanément en les plaçant dans un diagramme ou le coût apparait en abscisse et la variabilité en ordonnée »⁴⁰.

3-3- la politique de traitement des risques :

C'est à ce stade que le calcul des économies de traitement s'avéra primordial afin de décider de l'opportunité d'éliminer ou de réduire un risque. « La cartographie des risques fait apparaître plusieurs zones qui exigent des traitements différents :

- Réduction ;
- Rétention ;
- Rétention avec transfert ;
- Transfert »⁴¹.

« La mise en parallèle de la carte des politiques de traitements avec celle de la hiérarchisation des risques justifie le choix du traitement :

- Un risque mineur ne doit pas être traité mais plutôt conservé en l'état d'où le recours à la rétention ;
- Un risque majeur ne peut être conservé en l'état mais doit être à tout prix réduit, transfère si possible ou éliminé en fin du compte ;

³⁸ JOKUNG NGUÉNA Octave, Opcit, P88.

³⁹ Idem.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid, P89.

- Les risques de gravité peuvent ne pas être traités car ils sont peu vraisemblables. D'où le recours à la rétention ;
- Les risques de fréquence seront conservés tels quel en prévoyant les dépenses inhérentes à leur réalisation ;
- Les risques moyens seront soit conservés, soit transférés, soit réduits »⁴².

L'ensemble des opérations de traitement ou de réduction déplaçant le risque dans le diagramme Gravité-Survenance pour le déplacer dans le diagramme coût-variabilité.

Les mesures de précaution feront baisser le coût sans modifier sa variabilité. Les autres mesures modifieront le coût et la variabilité du risque. Il y aura augmentation de coût et baisse de la variabilité.

L'efficacité de telles mesures devra être mesurée car elles engendrent des coûts qui peuvent s'avérer prohibitifs s'ils en viennent à réduire les bénéfices attendus par l'entreprises.

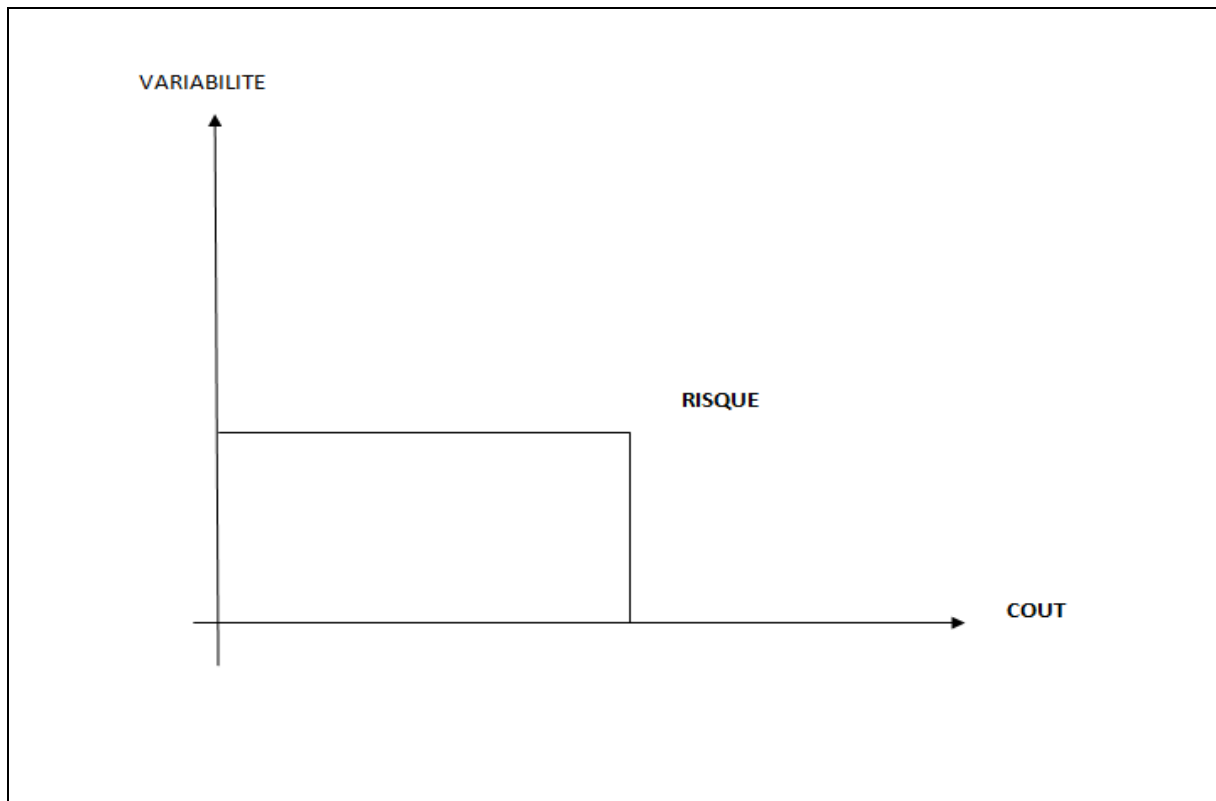
Considérons le cas où le risque est traité uniquement par des mesures préventives. La gravité n'est nullement affectée par le traitement, par contre la survenance baisse ce qui a pour conséquence de déplacer le risque vers le sud dans le diagramme Gravité-Survenance.

Le recours à la prévention augmente le coût du risque tout en réduisant la rétention. La rétention est obtenue en procédant au calcul de l'espérance du dommage, l'espérance est réduite car les probabilités sont baissées et les dommages sont resté identiques, donc le dommage moyen et plus faible.

En effet la variabilité du risque reste identique car les mesures de prévention ne modifient pas la variabilité, Ce faisant le risque se déplacera horizontalement vers l'est de diagramme Coût-Variabilité.

⁴² Idem, P90.

Figure N° 10 : diagramme Coût-Variabilité



Source : JOKUNGUENA Octave, Op cit, P89

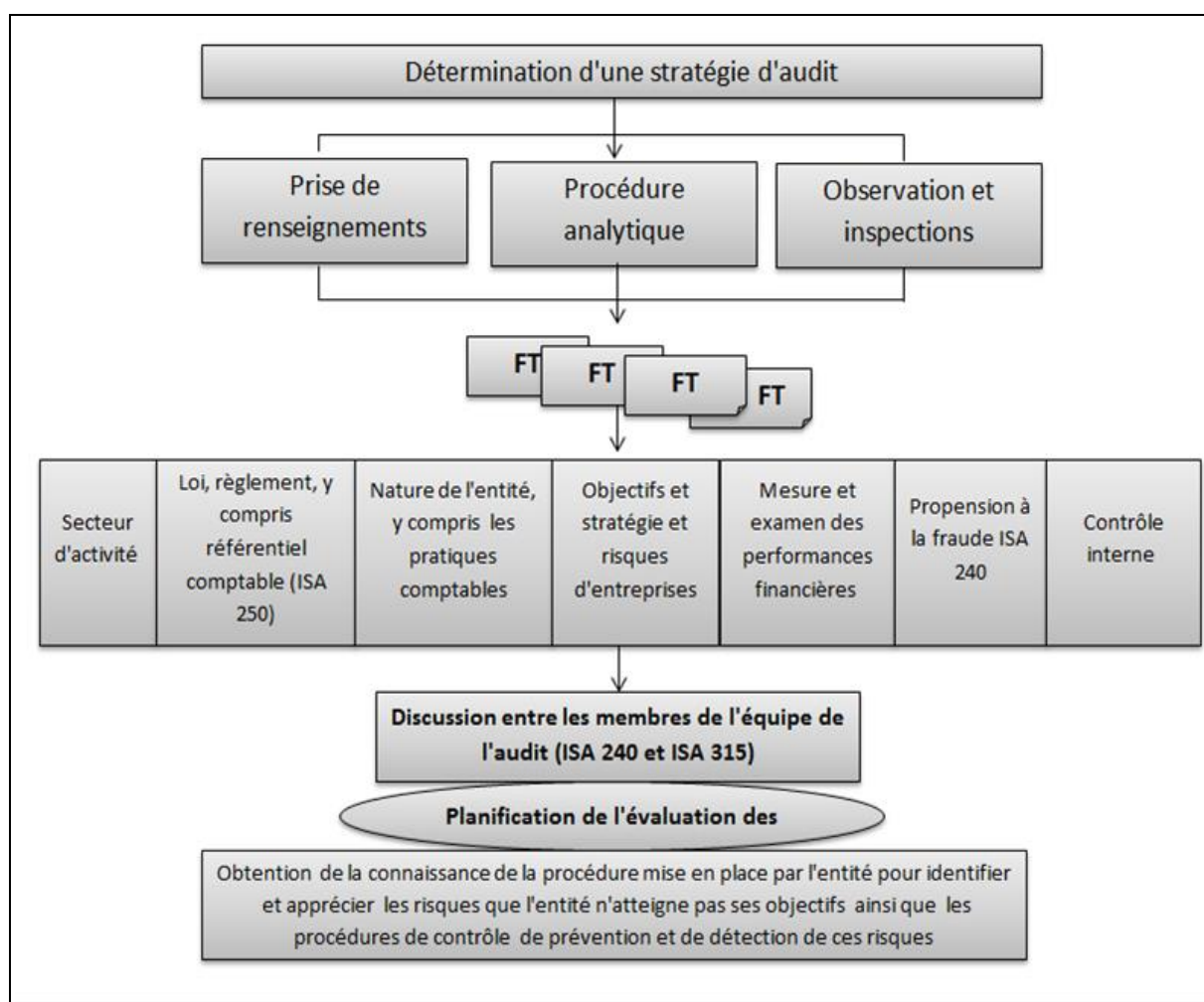
3-4- Réunion d'éléments probants concernant le traitement des risques :

Le paragraphe 19 de la norme ISA 500 "Eléments probants précise qu' « afin de tirer des conclusions raisonnables sur lesquelles il pourra fonder son opinion, l'auditeur réunit des éléments probants en mettant en œuvre des procédures d'audit visant à lui permettre :

- De tester, lorsque c'est nécessaire ou lorsque l'auditeur juge bon de le faire, l'efficacité du fonctionnement des contrôles visant à prévenir, ou à détecter et corriger, les anomalies significatives au niveau des assertions.
- D'étayer les assertions ou détecter les anomalies significatives au niveau des assertions »⁴³.

⁴³ HAMZAoui Mohamed, Op cit, P46.

Figure N°11 : comment réunir les éléments probants pour tirer des conclusions raisonnables d'absence d'anomalies significatives.



Source: HAMZAOUI Mohamed, Opcit, P47

La Figure N°012 décrit l'approche de l'auditeur qui doit : en premier lieu, apprécier le risque d'anomalies significatives au niveau des états financiers pris dans leur ensemble, puis rechercher la ou les assertions susceptibles d'être affectées, comprendre les éventuels contrôles mis en place par l'entité et tester l'efficacité des contrôles appliqués au niveau des assertions pour enfin identifier et évaluer des anomalies probables au niveau de chacune des assertions.

Les risques d'anomalies significatives au niveau des états financiers pris dans leur ensemble dépendent souvent de l'environnement du contrôle de l'entité. Ils ne présentent pas nécessairement de lien avec des assertions spécifiques à une catégorie de transactions, un solde de compte ou une information donnée. Ce risque général lié à l'environnement du contrôle constitue un facteur

d'augmentation du risque d'anomalies significatives présentes dans plusieurs assertions à la fois.

Le traitement des risques constitue la phase centrale de la gestion des risques. C'est grâce aux actions réalisées à cette étape que la collectivité ou l'organisation pourra de façon concrète réduire les risques auxquels elle est exposée.

Conclusion :

Aujourd'hui, une entreprise ne saurait se passer d'une gestion des risques efficace. Sa pérennité et son développement économique en dépendent étroitement. La politique de gestion des risques ne permet jamais d'éliminer le risque à 100%, cependant elle permet de le rendre acceptable pour la société. Un risque identifié est un risque qui va pouvoir servir les intérêts de la société. Les entreprises l'ont bien comprise et disposent maintenant d'un pôle d'identification et de gestion des risques.

Le processus de traitement du risque consiste à sélectionner et mettre en place des mesures propres à modifier le risque. L'efficacité du système du contrôle interne se mesure alors, par le degré d'élimination ou de réduction du risque.

Chapitre 3 :

**L'approche par les risques
dans une mission d'audit
au sein de l'entreprise
ENAGEO de BOUMERDES**

Introduction :

Pour mieux comprendre ce qui a été présenté avant, nous allons mettre en pratique la démarche de l'approche par les risques dans une mission d'audit au sein de l'entreprise nationale de « géophysique » de BOUMERDES. Cette démarche vise la simplicité, la rigueur et la performance d'une mission d'audit.

Ce chapitre sera consacré, après une présentation de l'organisme d'accueil que nous allons voir dans la section une, à la présentation de l'audit interne de l'ENAGEO que nous allons voir aussi dans la deuxième section et à la conduite de la mission d'audit que nous allons aborder dans la troisième section.

Section 1 : présentation de l'organisme d'accueil

Cette section comprend la présentation de L'Entreprise Nationale de Géophysique de BOUMERDES.

1. Présentation de l'entreprise :

L'Entreprise Nationale de Géophysique, est une SPA détenue à 100% par le Groupe Sonatrach, après avoir connu plusieurs changements, les statuts de la société ont été mis en ligne à plusieurs reprises, mais sans aucune modification sur l'objet, le nom, la durée ou l'activité de la société.

L'activité principale de l'Entreprise la positionne à la tête de la chaîne de valeur du processus de l'exploration des hydrocarbures à travers la recherche sismique.

Ses équipes sismiques s'étendent sur tout le territoire national, compte actuellement quinze (15) équipes pour des études 2D et 3D. L'Entreprise offre des services diversifiés principalement à Sonatrach mais également d'autres clients.

2. Historique de l'E.NA.GEO :

- **1981** : ENAGEO est créée en août 1981 (décret 81-172 du 1^{er} août 1981), sous tutelle du Ministère de l'Énergie et des Mines à partir du :
 - ALGEO qui était une société mixte entre SONATRACH et Teledyne (américaine) depuis le 1^{er} mars 1967 ;

- Département géophysique et du service topographie de la Direction des Travaux Pétroliers (DTP) de SONATRACH ; Service de Traitement Sismique de SONATRACH
- **1989** : La société acquiert le statut d'entreprise autonome EPE (Entreprise Publique Économique) avec un capital social de 10 millions de dinars algériens repartis entre les trois fonds de participation :
 - Mines, Hydrocarbures et Hydraulique : 40% ;
 - Industries agroalimentaires : 30% ;
 - Chimie, Pétrochimie et Pharmacie : 30%.
- **1994** : Le Fonds de participation d'agro-industries vend ses actions au Fonds de participation de l'industrie pétrolière-hydraulique.
- **1995** : Le Fonds de participation des produits chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques, à son tour, concède ses actions au Fonds de participation de l'industrie pétrolière-hydraulique, d'où elle devient le seul actionnaire d'ENAGEO
- **1997** : Le Fonds de participation de l'industrie pétrolière-hydraulique est remplacé par le Holding de réalisations publiques et de grandes œuvres (HP RGT).
- **1998** : Le Holding des réalisations publiques et des grandes œuvres vend 51% de ses actions à Sonatrach Holding Services Pétroliers (SSP-Spa).
- **2000** : La fusion de deux Holdings "Réalisations publiques et grands travaux" et "Bâtiments & matériaux de construction" donne naissance au Holding de projets publics et de matériaux de construction (HP RMC) et devient alors le nouvel actionnaire de 49% des actions d'ENAGEO
- **2001** : Le transfert du Holding de projets publics et de matériaux de construction (dissous) en faveur de la société de gestion de l'investissement des travaux énergétiques (TRANSEN).

La cession d'actions du Holding de services pétroliers de Sonatrach (SSP-Spa) au Holding services Parapétroliers (SPP-Spa) est née de la réorganisation du portefeuille d'actions des filiales de Sonatrach.

Donc après le remplacement des fonds de participation par des Holdings, SONATRACH rachète 51% du capital d'ENAGEO, qui devient alors la propriété de :

- Holding Sonatrach Services Parapétroliers (SPP) : 51% ;

- Société de Gestion des Participations Travaux Énergétiques (SGP-TRAVEN) :49%.
- **2005** : La société de gestion de la participation INDJAB absorbe la société de gestion de l'investissement de l'énergie à 49%.
2005 : La société de gestion de participations INDJAB vend, en décembre 2005, ses actions (49%) à Sonatrach Holding de Services Parapétroliers (SPP-Spa) et devient alors le seul actionnaire d'ENAGEO, changement matérialisé par la dernière mise à jour des statuts de la société le 22 mars 2006.

3. Activités de l'ENAGEO :

3.1. Activités principales

Réalisation des études géophysiques pour l'exploration et le développement des gisements pétroliers par la sismique réflexion dans toutes ses étapes :

- 1- Acquisition sismique.
- 2- Traitement sismique.
- 3- Interprétation sismique.
- 4- Caractérisation des réservoirs.

Réalisation des études de géophysique générale pour la recherche pétrolière, minière et hydraulique :

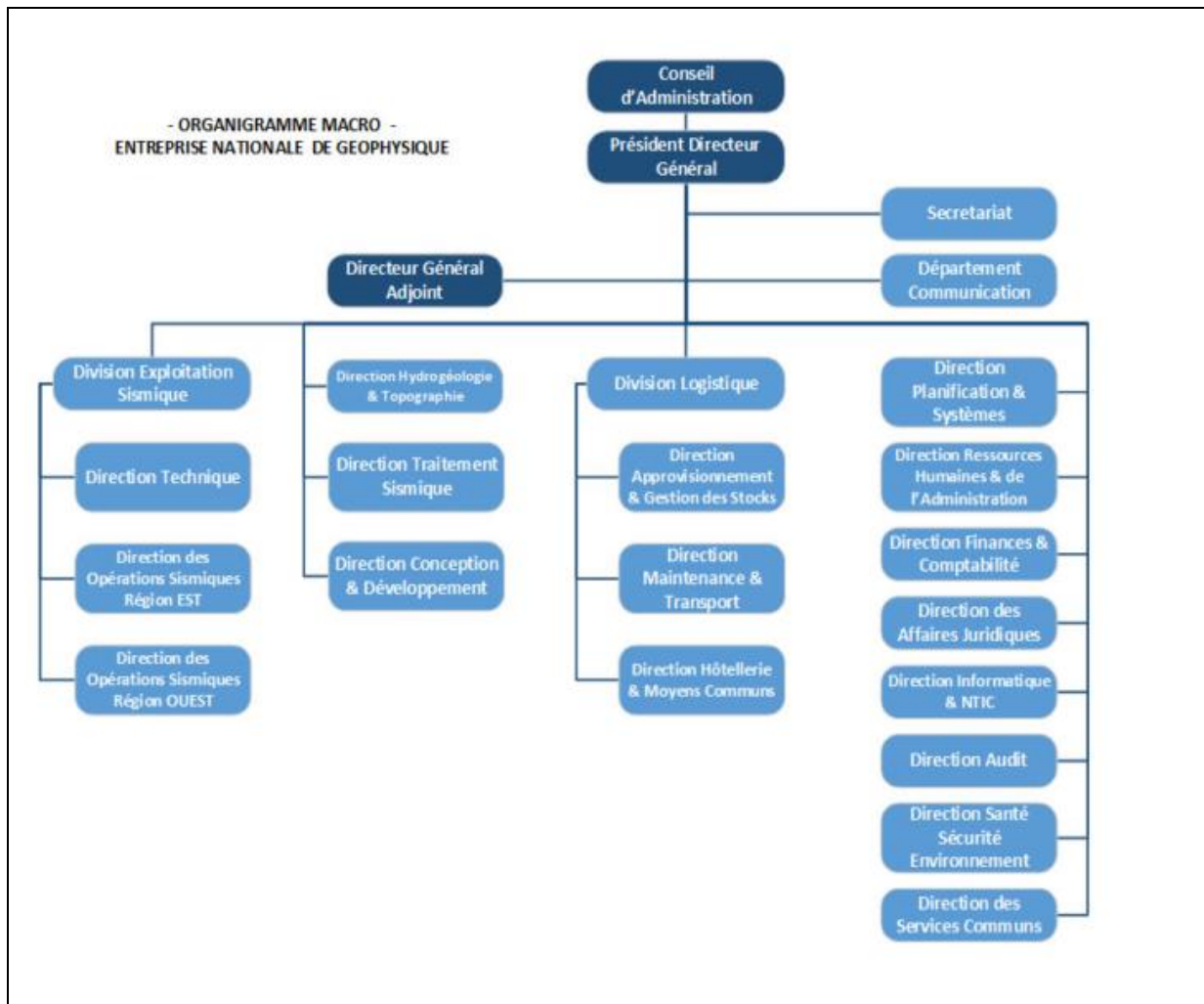
1. Sismique de puits.
2. Gravimétrie.
3. Méthodes Électriques.
4. Magnétométrie.

3.1. Activités secondaires

- Forage hydraulique.
- Travaux de topographie.
- Géotechnique.

4. Organigramme de l'ENAGEO :

Figure N° 12 : Organigramme de l'ENAGEO



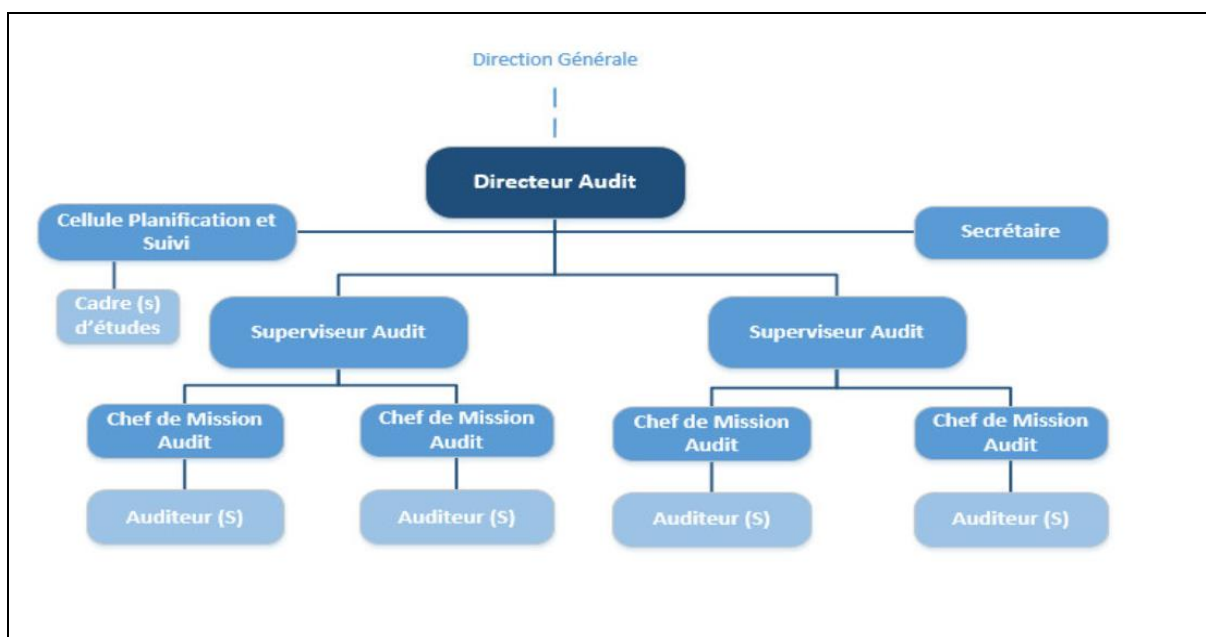
Source : Documents internes de l'entreprise

Section 02 : L'audit interne de l'ENAGEO

1. Définition de l'audit interne :

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à l'ENAGEO une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée.

Figure N° 13 : l'audit interne



Source : Documents internes de l'entreprise.

2. Indépendance de la fonction d'audit interne :

Dans l'exercice de ses fonctions, la Direction Audit a toute indépendance et relève directement du Président Directeur Général de l'ENAGEO. Afin de garantir cette indépendance, les auditeurs internes sont protégés par les dispositions de la présente charte.

Ils s'abstiennent de s'engager dans des fonctions opérationnelles ou toute activité susceptible de compromettre l'indépendance et l'objectivité de leurs évaluations et de leurs rapports. Toutefois, ils peuvent faire objet de consultation.

3. Champs d'application et d'intervention :

Le champ d'application de l'Audit Interne et le champ d'intervention des missions effectuées au sein des entités de l'ENAGEO, ne connaissent pas de limites autres que celles liées au respect de la législation en vigueur.

En outre, la Direction Audit fournit des services d'assurance et de conseils. C'est à travers une mission d'audit que la Direction donne une assurance que les processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle sont existants, appropriés et fonctionnent d'une manière efficiente.

La Direction Audit réalise des missions de conseil dans le respect des principes d'intégrité, d'objectivité, de confidentialité et de compétence. Elle intervient, à ce titre, à la demande du Président directeur Général. Ces missions de conseil contribuent à l'amélioration des processus et de l'organisation de l'entreprise.

4. Droits et Devoirs des auditeurs internes :

4.1. Droits :

Le plan d'audit interne arrêté par le Directeur d'audit et approuvé par le Président Directeur Général porte sur l'ensemble des structures d'ENAGEO. Il vaut mandat pour la Direction Audit sur les entités de leur champ d'intervention et leur donne droit d'accès, sans restriction, à toute information et à toute personne nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Hormis, cas prévus par la loi, il ne peut leur être opposé d'exception pour raison de confidentialité.

4.2. Devoirs :

L'Audit Interne promeut et se conforme à la politique de contrôle interne de l'ENAGEO, applicable à l'ensemble des structures de l'Entreprise.

La Direction d'Audit s'impose de respecter les principes fondamentaux des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Elle soumet notamment son fonctionnement à une mise en conformité de ses principaux processus. Elle s'attache à donner satisfaction à ses commanditaires en fournissant dans les délais convenus des prestations de qualité et en donnant la plus grande importance à la compétence de ses équipes et à l'apport de valeur ajoutée dans ses missions.

Les Auditeurs Internes observent les principes fondamentaux et les règles de conduite édictées par l'Institut des Auditeurs Internes (IIA) : comportement, intégrité, objectivité, confidentialité et compétence. Ils connaissent et respectent le code d'éthique et de comportement professionnel (Code de Déontologie) des auditeurs internes d'ENAGEO en vigueur qui énonce ces principes fondamentaux et règles de conduite.

Ils s'efforcent de faire progresser ces valeurs au sein de l'entreprise. Ils recherchent l'exemplarité dans l'exercice de leur métier et dans toute autre circonstance qui pourrait leur être opposée.

Section 3 : l'approche par les risques dans une mission d'audit au sein de l'ENAGEO

Dans cette section, nous allons essayer de présenter le déroulement de la mission d'audit que nous avons effectué au sein de l'ENAGEO. A cet effet, le travail sera divisé en quatre phases :

- Phase1 : Prise de connaissance générale de l'entreprise ;
- Phase2 : Évaluation du système de contrôle interne ;
- Phase3 : Examen des comptes ;
- Phase4 : Rapport de fin de mission.

1. La prise de connaissance de l'activité et de l'entité auditée :

Au cours de cette phase, nous procédons à la prise de connaissance des éléments qui vont nous permettre de comprendre le fonctionnement du département finance. Pour affiner cette phase, nous avons procédé à la réalisation d'un questionnaire de prise de connaissance.

➤ Questionnaire de prise de connaissance (QPC) de l'environnement général de l'entreprise :

Le Questionnaire de Prise de Connaissance (QPC) que nous avons effectué consiste en une liste de questions à poser et à se poser, celles-ci sont jugées importantes pour une bonne compréhension des domaines audités (entité et activité). Pour y répondre nous avons utilisé les outils appropriés, ce dans le cadre du possible (entrevue, documentation, observation, en Dans le but d'harmoniser le traitement des données et les pratiques comptables, la société ENAGEO utilise un système intégré. La saisie et l'enregistrement des opérations se fait donc sur le logiciel big finance informatique.

Le référentiel comptable utilisé est le plan comptable général PCG 2005, cohérent avec les normes IAS/IFRS, conforme au principe comptable généralement admis ainsi qu'aux conventions comptables de base.

Les états financiers établis par la société sont : le bilan, le compte de résultat, les tableaux de flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et tableau de la variation du stock.

Tableau N° 06 : Questionnaire de prise de connaissance :

Questionnaire	Oui	Non	Observation
1) Existe-t-il un organigramme de L'ENAGEO en générale et du département finances en particulier ?	X		
2) Les liens hiérarchiques sont-ils connus de tous ?	X		
3) Existe-t-il une définition des fonctions et attributions des services ?	X		
4) La délégation des pouvoirs est-elle définie ?	X		
5) Si oui, est-elle claire, précise et exhaustive ?	X		
6) La séparation des tâches est-elle assurée ?	X		
7) Existe-t-il un système comptable propre à L'ENAGEO ?	X		
8) Existe-t-il un service d'audit interne au sein de L'ENAGEO ?	X		
9) L'ENAGEO a-t-elle changé de statut durant les trois dernières années ?		X	

Source : Réalisé par nous-mêmes.

2- L'appréciation du système de contrôle interne de l'ENAGEO

Après prise de connaissance de l'environnement de l'ENAGEO, nous allons pouvoir faire un questionnaire pour apprécier le contrôle interne.

Tableau N° 07 : Questionnaire d'appréciation du contrôle interne :

Question	Oui	Non	Observation
a. Environnement générale du contrôle interne :			
1) Les contrôles des exercices précédents ont-ils mis en lumière l'existence de faiblesse de contrôle interne. ?	X		
2) A-t-il ont relevé certaines situations ou événements laissant supposer l'existence de fraudes ou d'erreurs conduisant à des anomalies significatives. ?		X	
3) Y a-t-il un manuel de procédures permettant plus d'organisations. ?	X		
4) Un ou plusieurs contre-pouvoirs limitent-ils les pleins pouvoirs de la direction. ?	X		
5) La direction est-elle consciente de la nécessité d'un contrôle interne performant. ?	X		
6) Chaque employé connaît-il exactement sa fonction. ?	X		
7) Dispose-t-il d'une documentation suffisante. ?	X		
8) Le personnel prend-t-il régulièrement ses congés annuels. ?	X		
9) Avez-vous relevé d'autres points liés à l'organisation générale de la société. ?	X		

b. Système comptable et informatique :			
1) La comptabilité paraît-elle bien tenue. ?	X		
2) Est-elle à jour. ?		X	
3) Le personnel comptable a-t-il une formation appropriée. ?	X		
4) Y-t-il une comparaison régulière entre le budget et les réalisations. ?	X		
5) La société utilise-t-elle les services d'un expert-comptable.	X		
6) La direction a-t-elle la maîtrise de la fonction informatique. ?	X		
7) Les procédures de traitement informatiques ont-elles posé par le passé des problèmes significatifs. ?	X		
8) Les logiciels utilisés pour le traitement de l'information comptable et financière manque-t-il à priori de fiabilité. ?		X	

Source : Réaliser par nous-même.

Le questionnaire d'évaluation des risques :

Ayant procédé à une approche d'audit par les risques ce questionnaire est plus que nécessaire dans l'identification des zones de risque d'erreur et des domaines significatifs :

Tableau N° 08 : Questionnaire d'identification des risques :

Question	Oui	Non	Observation
1) Risques inhérents au secteur d'activité : Existe-t-il des risques spécifiques aux produits ou à prestations commercialisées par l'entreprise ?		X	

• Existe-t-il des risques ou réglementations spécifiques aux marchés sur lequel intervient l'entreprise ?		X	
2) Risques inhérents à l'environnement financier			
• La direction manque-t-elle d'intérêt pour la qualité de l'information comptable et financière ?		X	
• Les contrôles précédents ont-ils fait apparaitre de nombreuses anomalies dans l'information comptable et financière ?		X	
• L'entreprise a-t-elle régulièrement recours à des changements de méthodes d'évaluation ?		X	
• Les relations de l'entreprise avec ses banques sont-elles difficiles ?		X	
• La structure de la dette à la clôture appelle-t-elle des remarques particulières ?	X		
• En cas de réponses positives, les montants de ces transactions ont-t-ils des justifications économiques ?	X		
3) Risques inhérents au cycle ventes / clients			
• Le risque de clientèle crée-t-il des risques importants de non recouvrements ?	X		
4) Risques inhérents au cycle stocks			
• Le risque de coulage (gaspillage) est-il significatifs ?		X	
• Y a-t-il risque de sous activité ?			

• Y a-t-il eu des modifications significatives dans la méthode d'évaluation des stocks ?		X	
		X	

Source : Réalisé par nous-mêmes.

Compte tenu des réponses à ces questions, on peut dire que pour la société ENAGEO, le risque inhérent existe sur les cycles suivants :

Tableau N°09 : Résumer des principaux risques liés au contrôle de l'ENAGEO.

	RISQUES LIES AU CONTRÔLE
Environnement général de control interne	- Pas de risque particulier
Système de traitement et d'information	- Pas de risque particulier
Cycle ventes/clients	- Le risque de non recouvrement des créances
Cycle stocks	- Risques et nuisance sur la santé et la sécurité du personnel ; - Insuffisance dans les mesures de sécurité ; - Surcoût des frais de stockage ;

Source : Réalisé par nous-mêmes.

Les risques liés aux contrôles ainsi identifiés, présentons sous forme de tableau l'évaluation de ces risques pour le cas de la société ENAGEO.

Tableau N°10 : évaluation du risque au contrôle pour l'ENAGEO

Cycle	Risque lié au contrôle
Ventes/Clients	Moyen
Stocks	Élevé

Source : Réalisé par nous-mêmes.

3 -L'examen des comptes :

Pour cette phase de l'examen des comptes, nous allons analyser les données contenues dans les états financiers d'ENAGEO au 31/12/2016 et présenter les objectifs d'audit relatif au cycle clients et stock, puis les travaux effectués et les chiffres clés et enfin, les principaux constats et conclusions. En effet, il s'agit des résultats des travaux effectués sur terrain.

Il ressort de la situation au 31/12/2016 que les cycles suivants peuvent être jugés comme significatifs :

- Le cycle stock qui représente 20,29% du total du bilan ;
- Le cycle « ventes/clients » dont les ventes représentent 95% des produits et les clients 35% du bilan ;

1. Ventes/clients :

1.1.Objectifs d'audit :

Pour le cas de la société ENAGEO, les objectifs d'audit pour le cycle ventes/clients compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- Toutes les ventes sont comptabilisées et correspondent à des opérations réelles ;
- Les ventes enregistrées sont correctement imputées et correctement évaluées ;
- Les ventes et/ou les avoirs sont enregistrés sur la bonne période.

1.2.Travaux effectués :

Les travaux effectués sur le cycle ventes/clients se résument comme suit :

- Vérification par sondage l'exhaustivité de la facturation (commerciale) par rapport à la comptabilité ;
- Vérification des règlements en période subséquentes des soldes des clients par rapport à l'apurement des soldes ;
- Vérification par sondages des factures ;
- Vérification de l'évaluation des créances en devises ;

- Vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du calcul des produits constatés d'avance.

Tableau N° 11 : analyse des données contenues dans les états financiers d'ENAGEO au 31/12/2016

ACTIF	31DECEMBRE2016	
	MONTANT NET	%TOTAL BILAN
ACTIFS NON COURANTS	13 928 838 612.09	29,86%
Immobilisations incorporelles		
Logiciels	2 313 824 ,00	0.004%
Immobilisations corporelles		
Terrains	1 561 640 329.40	3.35%
Aménagements de terrains	88 247 647.39	0.19%
Constructions	1 419 657 058.53	3.04%
Autres immobilisations corporelles	9 596 966 126.27	20.57%
Immobilisation en concession	87 439 238.9	0.18%
Immobilisation en cours	367 339 527.32	1,01%
Immobilisation financière		
Titre mis en équivalence		
Autres participations et créances rattachés	200 000 000.00	0,54%
Autres titres immobilisés	39 979 605.36	0,08%
Prêts et autres actifs financiers non courants	538 225 254.89	1,46%
Impôt différés actif		
ACTIFS COURANTS	32 721 763 213.25	70,14%

Stocks et en cours	9 468 602	20.29%
Créances et emplois assimilés	032,74	
Client		35%
Autres débiteurs	16 324 400 823,81	0,88%
Impôts et assimilés	410 145 568,93	2,43%
Autres créances et emplois assimilés	1 135 475 644,24	
Disponibilités assimilées		
TOTAL DES ACTIFS	46 650 601	100.00%
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES	MONTANT	%TOTAL BILAN
Capital émis	7 000 000 000,00	19,10%
Capital non appelé		
Primes et réserves	29 423 853	63,07%
Écart de réévaluation	604,92	
Écart d'équivalence (1)		
Résultat net		0,34%
Autres capitaux propres -	1 594 196 420,63	0,96%
Report A nouveau	445 573 789,22	
PASSIFS NON COURANTS	1 491 765 420,22	3,20%
Fournisseurs et comptes rattachés	102 097 204,70	0,22%
Impôts (différés et provisionnés)	50 588 310,86	0,11%
Autres dettes non courantes	6 089 130,15	0,13%
PASSIFSCOURANTS	6 695 212 590,35	14,35%
Fournisseurs et comptes rattachés	3 307 847	7,09%
Impôts	347,97	2,93%
Autres dettes	1 367 951	4,33%
	823,00	
TOTALDESPASSIFS	46 650 601	100.00%

Source : Documents internes de l'entreprise.

1.3 Chiffre clés :

Le tableau ci-dessous nous montrera la variation de chiffre d'affaires de la société E.NA.GEO au 31 décembre 2016 par rapport au 31 décembre 2015.

a). Ventes d'E.NA.GEO

Le tableau ci-après récapitule les ventes de la société au 31 décembre 2016 par rapport à celui de l'année précédente.

Tableau N° 12 : Variation du chiffre d'affaires d'ENAGEO

Libellé	Montant au 31/12/2016	Montant au 31/12/2015	Variation	
			En valeur	en%
CA	21 984 079 196,21	20 326 452 216,42	1 657 626 980,79	8,16

Source : Documents internes de l'entreprise.

D'après ce tableau, on constate une augmentation générale des ventes de l'ordre de 8,16% au 31 décembre 2016 par rapport à celui de l'année précédente. Cette augmentation est due essentiellement à l'augmentation des ventes des activités principales (Réalisation des études géophysiques pour l'exploration et le développement des gisements pétroliers et réalisation des études de géophysique générale pour la recherche pétrolière, minière et hydraulique) d'ENAGEO 15 156 259 150.36 au 31 décembre 2016 contre 13 490 255 521,67 au 31 décembre 2015 soit une augmentation de l'ordre de 12,35%.

b) Créances clients ENAGEO.

Présentons sous forme de tableau la variation du poste clients et autres débiteurs de la société ENAGEO.

Tableau N° 13 : Variation du poste client et comptes rattachés d'ENAGEO

Libellé	Montant au 31 /12/2016	Montant au 31/12/2015	Variation	
			En valeur	En%
Clients	10 470 917 580,00	12 807 625 009,36	-2 336 707 429	-18,24
Clients douteux et Litigieux	2 631 657 320,63	2 631 657 320,63	00	00
Clients produit non encore facturés	6 989 437 720.20	7 355 131 899	- 365 694 178,8	-5
TOTAL	20 092 012 620.83	22 794 614 228,63	-2 702 601 607	-11,86

Source : Documents internes de l'entreprise.

D'après ce tableau, les clients et comptes rattachés a baissé de 11,86%, 22794614228,58 au 31 décembre 2015 contre 20098012620,83 au 31 décembre 2016. Comme nous pouvons constatés, cette baisse est relative à la baisse de 18,24% des clients et aussi la baisse des clients -produit non encore facturés de 5%. Le solde de cette rubrique englobe les montants des services rendus au 31 décembre 2016. On constate aussi que les créances douteuses et litigieuses ont déjà fait l'objet d'une constatation de pertes de valeur en totalité au 31 décembre 2016.

Dans les clients créditeurs présentent un solde 418176990,46 au 31 décembre 2016 contre 632555641, 95 au 31 décembre 2015, soit une baisse de 33,89% de ce poste. Il s'agit des avances et acomptes versés par les clients sur les services non encore honorés par l'ENAGEO à la fin del'exercice2016.

1.3 Intangibilité des soldes au bilan :

Les soldes des comptes de créances figurant au bilan arrêté au 31 décembre 2015 sont concordants avec les soldes de réouverture de l'exercice 2016 et ce, conformément au principe de l'intangibilité des valeurs figurant au bilan généralement admis en droit comptable.

1.4 Le contrôle analytique :

Le compte « Clients »

Le compte « clients » présente un solde débiteur de **10470917580,00**, se rapportant à la facturation non encaissée de l'exercice 2016 et détaillée par client en conformité avec l'état des clients arrêté par la société au 31/12/2016.

1.5 Principaux constats et conclusion :

Les principaux constats pour le cycle ventes/clients peuvent se résumer ainsi :

- Augmentation du chiffre d'affaires de l'exercice de 8,16% suit au nouveau lancement d'autres activités telles que le fourrage hydraulique et les travaux topographie ;
- Cette augmentation est aussi causée par l'élargissement de la portée des travaux endors de pays.

2. Stocks :

2.1 Objectifs d'audit :

Pour le cas de la société ENAGEO, les objectifs d'audit compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- Tous les stocks sont protégé set appartiennent à l'entreprise ;
- Les procédures mises en place dans l'entreprise permettent une saisie exhaustive des mouvements physiques des stocks.

2.2 Travaux effectués :

Les travaux effectués au cours de notre mission se résument comme suit :

- Récupération des états d'inventaire physique des stocks au 31 décembre 2016 (récapitulatifs et PV) et rapprochement avec la situation comptable ;
- Analyse des écarts entre les quantités de l'inventaire permanent (fiche de stock) et ceux de l'inventaire physique ;
- Test de vraie semblance de calcul des stocks finaux ;
- Vérification de l'application des procédures de stocks.

2.3. Chiffres clés :

Le tableau ci-dessous nous montrera la variation des stocks et en cours de la société ENAGEO au 31 décembre 2016 par rapport au 31 décembre 2015.

Tableau N° 14 : variation des stocks de marchandises de l'ENAGEFO

Libellé	Montant au 31/12/2016	Montant au 31/12/2015	Variation	
			En valeur	En%
Stocks et en cours	9 468 602 032,74	9 117 424 654,95	351 177 378,79	3.25

Source : Documents internes de l'entreprise.

D'après ce tableau, on constate une augmentation de 3.25% des stocks et en cours. Cette augmentation est relative à la hausse des valeurs des études en cours, fournitures consommables et de stock à l'extérieur. Les stocks et en cours d'ENAGEO d'un montant total de 9468602032,74 sont constitués principalement par les stocks de fournitures consommables 12065888922.67, et des études en cours 163155123.60.

2.4. Intangibilité des soldes au bilan :

Les soldes des comptes de stocks figurant au bilan arrêté au 31 décembre 2016 sont concordants aux soldes de réouverture de l'exercice 2017 et ce, conformément au principe de l'intangibilité des valeurs figurant au bilan généralement admis en droit comptable. Par conséquent, ce point de contrôle ne suscite aucune remarque particulière.

2.5 Contrôles Analytiques :

Un inventaire physique des stocks a été réalisé par l'entreprise au 31/12/2017, la valeur y figurant est conforme au solde comptable.

2.5 Principaux constats et conclusion :

Les principaux constats pour le cycle stock se résument ainsi :

- Inexistence de bon d'entrée en stock ;
- Existence d'écart entre quantité inventoriée et celle du dernier mouvement

4- Rapport de fin de mission :

Cette phase est constituée essentiellement des étapes suivantes : la conduite de la réunion de clôture de la mission et du rapport d'audit.

➤ Réunion de clôture :

Aux termes de notre mission d'audit, nous avons tenu une réunion de clôture dans le bureau de directeur d'audit. Cette réunion est faite, en présence du chef de département finance et de tous les auditeurs concernés par la mission, afin de présenter les résultats de nos vérifications menées. Nous avons d'abord rappelé les objectifs de la mission et les objectifs de l'audit, ensuite expliqué la méthodologie adopté et l'étendu de nos travaux. Les constats ressortis à travers les travaux ont été discutés avant de produire le rapport définitif.

➤ Rapport d'audit :

Figure N° 14 : le rapport d'audit

Entreprise Nationale de géophysique De BOUMERDES	Rapport d'audit	Date : 26/07/2021
Mission d'audit : Audit des risques comptable et financiers (cycle/vent client, stocks) Audité : Département finance Les étudiants stagiaires : D.R / H.S		

dans notre travail nous avons identifié et traité les risques (cycle vent client, stocks) et constaté quelques avantages et inconvénients de nos conseils présenté ci-dessous.

Points forts :

- Existence d'un manuel de procédure ;
- La tenue régulière de la comptabilité ;
- Comparaison entre le budget et réalisation ;
- Disposition d'un fonds documentaire riche et accessible au personnel.

Points faibles :

• **Faiblesse N° 01 :**

- Le risque de non recouvrement des créances.

➤ **Recommandations :**

- Prendre le soin d'appeler/de relancer les clients avant la date d'échéance de la facture ;
- Éviter d'être trop conciliant pendant la négociation des délais de paiement avec le client.

• **Faiblesse N° 02 :**

- Risques et nuisance sur la santé et la sécurité du personnel.

➤ **Recommandations :**

- Veiller à l'amélioration des conditions de travail en installant des équipements d'extraction et de ventilation d'air ;
- Étudier la possibilité de renouveler le revêtement du sol avec une matière qui limite l'accumulation de la poussière (revêtement en résine).

• **Faiblesse N° 03 :**

- Insuffisance dans les mesures de sécurité.

➤ **Recommandations :**

- Améliorer les dispositifs de sécurité en installant des caméras de surveillance dans les zones sensibles et renforcer les entrées des locaux de stockages informatiques.

• **Faiblesse N° 04 :**

- Surcoût des frais de stockages.

➤ **Recommandations :**

- Tenir compte de l'obsolescence technologique des équipements dans l'estimation des besoins en biens de fonctionnement et améliorer la veille technologique. • Faiblesse N° 05 : - Surestimation ou sous-estimation des quantités à acheter. ➤ Recommandations : - Formaliser les méthodes de calcul des besoins en biens de fonctionnement ; - Accélérer l'intégration des applications achat et G-stock.		
Rédigé par : D.R H.S	Destinataire : ➤ Copie pour la direction générale.	Validé par : Le PDG de l'entreprise

Source : Réalisé par nous-mêmes.

Conclusion :

Ce dernier chapitre destiné à l'audit des risques dans l'audit comptable et financier de l'ENAGEO, a été étudié suivant la méthodologie de la conduite de la mission d'audit présenté dans le chapitre 1.

Cependant, nous avons débuté la mission par la prise de connaissance générale de l'entreprise. Ensuite nous avons identifié les risques et vérifié les comptes, procédés à l'évolution du contrôle interne et des risques identifiés, en tenant compte des dispositifs de maîtrise existants.

Enfin, nous avons formulé des recommandations pour les risques qui ont une probabilité et un impact élevés. Afin de mettre sous contrôle ces risques.

Conclusion Générale

Aujourd'hui, la gestion et la maîtrise des risques sont essentielles pour la pérennité de l'entreprise. Celle-ci fait en permanence face à des situations imprévisibles. A cet effet, il n'est pas toujours facile de maîtriser toutes ses activités dans une situation d'incertitude.

L'audit est devenu l'une des fonctions les plus essentielles dans les entreprises modernes. En effet qu'il soit interne ou externe, la complexité des opérations au sein des organisations a fait de l'audit une fonction indispensable, car il intervient dans presque tous les autres domaines.

Au terme de notre travail qui porte sur l'audit et l'approche par les risques, nous avons pour objectif de souligner son rôle dans une mission d'audit.

De se fait, Si l'entreprise à auditer est de petite taille, l'approche par les risques devient inutile, trop coûteuse en termes d'heures de travail, par rapport aux écritures comptables, transactions et procédures de contrôle interne à vérifier. Par contre, si l'entreprise est d'une taille importante, l'approche par les risques devient efficace, puisqu'elle vise mieux les zones de risques dans l'audit d'une entreprise et permet ainsi l'économie de coûts initialement inutiles.

A travers ce travail nous avons essayé en premier lieu de comprendre la notion d'audit comptable et financier et sa démarche et cerner la notion de risque et à déterminer les différentes méthodes pour l'identifier l'évaluer.

En deuxième lieu, nous avons confronté notre étude à la réalité du terrain dans le but d'approfondir nos connaissances en étudiant le cas de l'ENAGEO. Pour ce faire nous avons mis en œuvre une mission d'audit pour identifier et évalué les risques d'audit par cycle (cycle/vent client, stocks).

Nous avons pu à travers un questionnaire et un examen des comptes déceler quelques zones de risque significatif relatif à l'ensemble des tâches examinées, lesquels, nous avons évalués de manière à exprimer une opinion, comme nous avons donné quelques recommandations pour chaque dysfonctionnement.

Toute fois, il est convenable d'alerter que nous avons rencontrés quelques difficultés lors de la réalisation de cette étude, tels que l'insuffisance de temps, la confidentialité des documents internes.

Pour terminer, ce travail nous a permis également de savoir que la réussite d'une mission d'audit comptable et financier est conditionnée par l'utilisation d'outils appropriés, d'une méthodologie permettant une approche par les risques, et surtout l'organisation et préalable de la mission garantissant ainsi la pertinence des conclusions.

Bibliographie

Les ouvrages :

- BARSZCZ Caura, Guide des cabinets d'audit comptable, Ed. Management, Paris, 2002.
- CHARLES BECOUR Jean et BOUQUIN Henri, Audit opérationnel, Ed. Economica, Paris, 1996.
- CHRISTELLE Philipe et VILLEPELET Serge, Le management des risques de l'entreprise, Ed. D'organisation, Paris, 2005.
- COLLINS Lionel et VALLIN Gérard, Audit et contrôle interne, Ed. Dalloz, Paris, 1986.
- COLLINS Lionel et VALLIN Gérard, Audit et contrôle interne, Ed. Dalloz, Paris, 1999.
- GERMOND Bernard, Audit financier, Ed. Dunod, Paris, 1996.
- HAMZAOUI Mohamed, Audit, gestion des risques d'entreprise et contrôle interne, Ed. Pearson, Paris, 2005.
- JOKUNG NGUÉNA Octave, management des risques, Edition, Ellipses, Paris, 2008.
- KERBEL Pascal, Management des risques, Ed. Eyrolles d'organisation, Paris, 2009.
- LE RAY JEAN, De la gestion des risques au management du risque, Ed. Afnor, Paris, 2015.
- MIKOL ALAIN. Audit financier et commissariat aux comptes Ed. France : e-thèque.com, 2021.
- PIERANDREI Laurent, Risk management, gestion des risques en entreprise, banque, et assurance, Ed. Dunod, Paris 2015.
- RAFFFEGEAU Jean, DUFILS Pierre, DE MENONVILLE Didier, l'audit financier, Ed. PUF, Paris, 1994
- Renard Jacques, Théorie et pratique de l'audit interne, Ed. D'organisation, Paris, 2004.

Mémoires :

- DROUISSE SALIMA, Mémoire de magistère, management/comptabilité, audit et contrôle, thème : la pratique de l'audit comptable financier dans les entreprises publiques (2009/2010), Université d'Oran

Guides et normes professionnelles :

- ISA 200, Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite d'un audit selon les normes internationales d'audit, 2016.
- HACHEMI ABDELWAHAB, Résumé de guide pour l'utilisation des normes internationales d'audit dans l'audit des petites et moyennes entreprises, 2016.
- http://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/fr/pdf/topics/integrity/instruments-and-tools/guide_cartographie_risques_juin_2015.pdf?la=fr.
- <https://www.ibr-ire.be/docs/default-source/fr/Documents/reglementation-et-publications/normes-et-recommandations/ISA/ISA-nouvelles-et-revisees/ISA-nouvelles-et-revisees-2017/ISA-200-FR-2016-2017-CLEAN.pdf>.

Les annexe



المؤسسة الوطنية للجيوفيزياء
ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE

"E.N.A.GEO"

BP. 140 Hassi-Messaoud

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

31 DECEMBRE 2016

ACTIF	Note	Brut	Amort. / Prov.	Net (2016)	Net (2015)
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition (ou goodwill)					
Immobilisations incorporelles					
Logiciels	01	774 467 696,35	745 153 872,35	29 313 824,00	58 348 891,86
Immobilisations corporelles					
Terrains	02	1 561 640 329,40		1 561 640 329,40	1 561 640 329,40
Aménagements de terrains		151 982 916,97	63 735 269,58	88 247 647,39	110 644 722,90
Constructions		4 296 888 364,14	2 877 231 305,61	1 419 657 058,53	1 289 504 477,05
Autres immobilisations corporelles		36 530 165 397,63	26 933 199 271,36	9 596 966 126,27	6 058 234 193,71
Immobilisations en concession		166 996 035,44	79 556 796,51	87 439 238,93	74 491 717,76
Immobilisations en cours		367 424 527,32	85 000,00	367 339 527,32	988 665 562,59
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence	03				
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés		200 000 000,00		200 000 000,00	
Prêts et autres actifs financiers non courants		1 951 222 139,19	1 921 242 533,83	39 979 605,36	248 140 260,42
Impôts différés actif	04	538 255 254,89		538 255 254,89	593 972 757,82
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		46 549 042 661,33	32 620 204 049,24	13 928 838 612,09	10 983 640 913,51
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en-cours	05	12 663 320 029,64	3 194 717 996,90	9 468 602 032,74	9 117 424 654,95
Créances et emplois assimilés	06				
Clients		20 092 012 620,83	3 767 611 797,02	16 324 400 823,81	21 149 684 838,78
Autres débiteurs		410 272 651,87	127 082,94	410 145 568,93	86 268 594,52
Impôts et assimilés		1 246 926 106,24	111 450 462,00	1 135 475 644,24	709 413 823,40
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés	07	1 105 274 000,00		1 105 274 000,00	1 070 940 000,00
Placements et autres actifs financiers courants		4 311 813 885,01	33 948 741,48	4 277 865 143,53	5 281 992 360,07
Tresorerie		39 829 619 293,59	7 107 856 080,34	32 721 763 213,25	37 415 724 271,72
TOTAL ACTIFS COURANTS		86 378 661 954,92	39 728 060 129,58	46 650 601 825,34	48 399 365 185,23
TOTAL GENERAL ACTIF					



المؤسسة الوطنية للجيوفيزياء

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
"E.N.A.GEO"

BP. 140 Hassi-Messaoud

31 DECEMBRE 2016

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

PASSIF	Note	2016	2015
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	01	7 000 000 000,00	7 000 000 000,00
Capital non appelé			
Primes et réserves		29 423 853 604,92	27 731 757 582,47
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence (1)			
Résultat net		1 594 196 420,63	2 673 219 801,71
Autres capitaux propres - Report à nouveau		445 573 789,22	-481 123 779,26
TOTAL CAPITAUX PROPRES I		38 463 623 814,77	36 923 853 604,92
PASSIFS NON-COURANTS	02		
Emprunts et dettes financières		102 097 204,70	102 097 204,70
Impôts (différés et provisionnés)		50 588 310,86	113 144 044,95
Autres dettes non courantes		8 089 130,15	7 602 814,00
Provisions et produits comptabilisés d'avance		1 332 990 774,51	1 396 157 383,66
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		1 491 765 420,22	1 619 001 447,31
PASSIFS COURANTS	03		
Fournisseurs et comptes rattachés		3 307 847 347,97	2 001 523 070,38
Impôts		1 367 961 823,00	1 393 011 294,66
Autres dettes		2 019 413 419,38	6 461 975 767,96
TOTAL PASSIFS COURANTS III		6 695 212 590,35	9 856 510 133,00
TOTAL GENERAL PASSIF		46 650 601 825,34	48 399 365 185,23

(1) à utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés



المؤسسة الوطنية للجيوفيزياء
ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
"E.N.A.GEO"
BP. 140 Hassi-Messaoud

COMPTE DE RESULTATS

(Par nature)

31 DECEMBRE 2010

Libellé	Note	2 016	2 015
Chiffre d'affaires	01	21 984 079 196,21	20 326 452 216,42
Variation stocks produits finis et en cours	02	-90 623 532,90	129 214 170,90
Production immobilisée	03	121 992 171,49	108 171 885,67
Subventions d'exploitation			
I. PRODUCTION DE L'EXERCICE		22 015 447 834,80	20 563 838 272,99
Achats consommés	04	3 607 943 097,41	3 231 458 984,20
Services extérieurs et autres services extérieurs	05	3 342 102 831,89	2 529 202 343,71
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE		6 950 045 929,30	5 760 661 327,91
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)	06	15 065 401 905,50	14 803 176 945,08
Charges de personnel	07	7 976 438 276,06	7 743 745 004,64
Impôts, taxes et versements assimilés	08	495 933 381,21	457 985 816,03
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	09	6 593 030 248,23	6 601 446 124,41
Autres produits opérationnels	10	374 728 081,55	172 844 844,92
Autres charges opérationnelles	11	333 869 102,89	343 678 185,61
Dotations aux amortissements et aux provisions	12	4 538 780 763,10	4 142 983 550,62
Reprise sur pertes de valeur et provisions	13	233 319 950,67	841 742 491,90
V. RESULTAT OPERATIONNEL		2 328 426 414,66	3 129 371 725,00
Produits financiers	14	150 016 363,20	553 127 043,19
Charges financières	15	68 243 979,39	199 172 167,66
VI. RESULTAT FINANCIER		81 772 383,81	353 954 860,53
VII. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI)		2 410 198 798,47	3 483 326 585,53
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	16	822 840 609,00	953 419 341,00
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires	17	-6 838 231,16	-143 312 557,16
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		22 773 510 230,42	22 131 552 658,00
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		21 179 313 809,79	19 458 332 856,26
VIII. RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		1 594 196 420,63	2 673 219 801,71
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX. RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X. RESULTAT NET DE L'EXERCICE		1 594 196 420,63	2 673 219 801,71



TABIEAU DES STOCKS

AU 31/12/2016

CPTÉ	INTITULE	VALEUR AU DEBUT DE L'EXERCICE	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE		VALEUR A LA FIN DE L'EXERCICE
			DEBIT	CREDIT	
30	Stocks de marchandises				
31	Matières premières et fournitures				
	TOTAL Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
32	Autres approvisionnement				
320	Carburants, lubrifiants, pneumatiques et accessoires	126 093 089,64	1 204 564 483,55	1 116 479 213,63	214 178 359,56
321	Matières consommables				
322	Fournitures consommables	10 692 162 074,22	4 421 479 597,59	3 047 752 749,14	12 065 888 922,67
326	Emballages				
	TOTAL Autres approvisionnements	10 818 255 163,86	5 626 044 081,14	4 164 231 962,77	12 280 067 282,23
33	En cours de production de biens				
331	Produits en cours				
335	Travaux en cours	126 909 680,00	75 000 000,00	126 909 680,00	75 000 000,00
	TOTAL En cours de production de biens	126 909 680,00	75 000 000,00	126 909 680,00	75 000 000,00
34	En cours de production de services				
341	Etudes en cours	201 868 976,50	163 155 123,60	201 868 976,50	163 155 123,60
345	Prestations de services en cours				
	TOTAL En cours de production de services	201 868 976,50	163 155 123,60	201 868 976,50	163 155 123,60
35	Stocks produits				
351	Produits intermédiaires				
355	Produits finis				
356	Produits résiduels ou matières de récupérations (déchets, rebuts)				
	TOTAL En cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
36	Stocks provenant d'immobilisations				
	TOTAL Stocks provenant d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
37	Stocks à l'extérieur (en cours de routes, en dépôts ou en consignations)				
370	Stocks à l'extérieur	262 310 391,64	108 099 644,74	225 312 412,57	145 097 623,81
	TOTAL Stocks à l'extérieur	262 310 391,64	108 099 644,74	225 312 412,57	145 097 623,81
	TOTAL GENERAL	11 409 344 212,00	5 972 299 349,40	4 718 323 431,94	12 663 320 029,06

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 12

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28235100			2 167 127,19				644 752,54		3 211 879,73
28235200			30 425 912,24				8 154 200,00		38 580 112,32
2823			52 146 581,02				12 115 309,85		65 061 890,87
28251000			1 585 744,44				425 531,82		2 021 276,26
28251010							471 044,88		471 044,88
28251080			53 575,18				8 420,82		61 996,00
28251680			419 880,23				111 967,97		531 848,20
28251902			1 148 983,08				279 998,16		1 329 981,24
2825			3 119 192,83				1 286 963,65		4 416 156,58
28281000			84 067,08				148 285,72		742 352,78
28283100			1 899 554,98				294 283,20		1 993 838,18
28283130			87 049,78				23 213,22		110 263,00
28283150			27 772,80				7 405,80		35 178,40
28284000			879 088,44				1 197 036,46		2 076 104,90
28284100			86 268,04				1 738,66		88 007,02
2828			3 373 780,90				1 671 963,38		5 045 744,28
282			61 147 246,88				16 162 611,03		77 647 085,87
28			28 090 635 613,24				592 386 500,56		30 686 966 804,77
20234000			1 009 710,64				3 198 817 898,08		1 809 710,84
282			1 009 710,64						1 809 710,84
29320000			1 362 025,71						85 000,00
2932			1 362 025,71						85 000,00
293			1 362 025,71						85 000,00
29750200			1 075 289 377,95				35 718 870,88		1 056 847 234,85
29764450			692 134 868,88				172 060 429,00		864 595 298,99
297			1 767 424 246,83				247 779 299,88		1 821 244 536,53
29			1 771 675 694,23				55 618 036,50		1 923 237 244,47
2		40 251 279 753,21	29 886 514 411,52			13 309 225 312,30	10 306 796 427,41	48 010 787 405,44	32 928 293 179,38
33000000		31 081 667,19				717 501 463,52	694 793 139,54	58 800 028,17	

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
32010000		17 197 233,88				24 580 713,81	24 668 873,33	17 109 074,36	
32070000		71 804 188,57				462 482 271,22	397 017 200,76	140 269 259,03	
320		125 093 089,64				1 204 564 483,55	1 116 479 213,63	214 178 359,56	
32201000		243 030 206,45				32 773 676,13	85 421 011,76	192 383 072,80	
32201100		41 137 939,58				13 130 907,71	37 477 167,56	19 791 679,74	
32201200		1 708 250,51				23 858 784,34	25 755 995,87	2 811 039,98	
32201500		23 057 896,04				1 176 291 027,49	1 170 707 086,77	31 641 836,76	
32201900		131 868 701,04				103 795 850,27	71 815 751,52	165 848 799,79	
32202000		151 285 305,55				243 597 174,11	84 921 121,06	310 961 358,57	
32202200		59 797,96						59 797,96	
32203000		61 551 414,91				39 730 254,01	42 113 095,51	61 168 573,41	
32204000		532,69						532,69	
32205000		7 528 748,28				735 592,50	703 892,77	2 560 428,01	
32206000		11 897 449,56				6 701 197,15	7 831 995,41	13 668 951,27	
32207000		373,83				1 487 572,77	1 407 003,76	80 542,64	
32208000		19 630 697,12				22 809 936,40	9 015 546,98	20 424 634,54	
32215000		191 632 379,04				175 987 950,22	189 432 579,87	231 387 548,33	
32215100		6 281 400 582,60				1 722 551 488,14	555 695 408,26	7 430 256 680,46	
32215200		784 570 889,87				94 409 571,78	68 304 548,27	812 675 915,39	
32215510		91 048 820,95				1 785 027,37	531 721,33	92 260 729,69	
32215520		151 103 352,12				20 071 455,81	6 044 415,12	188 215 532,00	
32215530		1 182 634,64				687 436,80	604 637,61	1 275 433,63	
32215540		1 041 033 590,78				123 358 840,51	153 389 894,96	1 013 052 506,33	
32215550		179 270 903,15				225 449 182,29	134 393 928,36	289 328 157,05	
32215560		179 852,22					59 489,03	120 363,19	
32216000		1 061 555 560,17				769 046 873,74	735 000 602,61	1 054 559 789,05	
32216100		19 137 132,18					156 141,00	5 980 391,18	
32216200		131 522 245,85				49 856 193,06	31 132 820,60	130 245 618,22	
32260000		1 891 101,33				3 793 533,35	3 795 407,08	1 859 167,60	

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
32270100		12 862 076,69				40 141 479,46	4 647 952,86	8 214 123,83	
32270200		3 607 045,99				22 863 248,47	33 629 536,84	10 118 998,61	
32270300		10 088 539,75				5 232 661,06	11 538 670,62	21 413 117,60	
32270600		4 610 266,54				9 443 017,24	5 938 088,43	3 904 839,17	
32269000		19 424 768,83				4 421 479 597,59	9 206 753,90	19 661 032,17	
322		10 693 162 074,22				5 626 044 081,14	3 047 752 749,14	12 065 889 922,67	
32		10 811 255 163,86				75 000 000,00	4 164 231 962,71	12 280 067 282,23	
33500000		128 909 680,00				75 000 000,00	126 909 680,00	75 000 000,00	
335		128 909 680,00				75 000 000,00	126 909 680,00	75 000 000,00	
33		128 909 680,00				75 000 000,00	126 909 680,00	75 000 000,00	
34100000		183 018 976,50				153 339 123,60	182 018 976,50	153 339 123,60	
34100100		19 850 000,00				1 816 000,00	19 850 000,00	1 816 000,00	
34100300						8 000 000,00		8 000 000,00	
341		201 868 976,50				163 155 123,60	201 868 976,50	163 155 123,60	
34		201 868 976,50				163 155 123,60	201 868 976,50	163 155 123,60	
37000000		257 731 568,40				102 358 264,81	218 733 589,30	139 353 273,86	
37000100		5 578 823,24				5 741 349,93	5 578 823,24	5 741 349,93	
37		263 310 391,64				108 099 644,74	225 312 412,57	145 097 623,81	
38200000						581 832 118,16	581 832 118,16		
38207000						439 639 147,22	439 639 147,22		
38220000						6 763 031,73	6 763 031,73		
38220500						1 191 765 621,22	1 191 765 621,22		
38221500						1 782 286 245,43	1 782 286 245,43		
38221560						677 258 438,01	677 258 438,01		
38221800						49 726 485,98	49 726 485,98		
38226000						516 807 555,51	516 807 555,51		
38227000						72 451 872,44	72 451 872,44		
38228000						9 439 372,20	9 439 372,20		
38						5 327 838 725,90	5 327 838 725,90		

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 15

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
39200000			100 138,99						100 138,99
39207000			1 735 377,06				51 792,96		1 787 170,05
39220220			19 638,59						19 638,59
39221500			1 984 372 831,50			167 852 538,68	1 009 823 290,24		2 826 343 563,06
39221560			122 211 668,36				177 079,65		122 388 747,99
39221800			9 574 854,90				1 745 227,56		11 120 082,46
39221810			10 183 164,67				2 829 933,07		13 813 097,74
39226000			117 157 862,66				62 001 912,84		179 059 775,50
39226900			5 622 562,51			4 083,88			5 916 466,63
39227000			67 882,28						82 485,87
392			2 251 845 981,53			167 856 632,55	1 076 643 849,94		3 160 633 198,91
39700000			40 673 575,52			8 921 703,85	2 832 926,37		34 084 797,99
397			40 673 575,52			8 921 703,85	2 832 926,37		34 084 797,99
39			2 281 816 557,05						
3		11 402 344 212,00				176 778 336,41	1 079 576 776,26		3 194 717 996,90
40101000			2 291 519 557,05			11 476 615 911,79	11 125 736 534,06		3 194 717 996,90
40102000			351 585 372,13			2 292 262 749,03	2 959 368 863,57		719 401 586,52
40105000			13 164 167,58			2 327 525 408,95	2 328 416 202,67		14 464 951,26
40105000			35 495,85			1 465,15			37 030,80
4010			335 528 035,58			4 620 189 923,13	4 987 785 086,16		732 923 478,68
40110000			739 121 786,16			2 685 433 840,99	2 969 278 516,06		634 668 564,26
40110100			113 872,32			155 730 160,66	161 246 693,36		25 160 571,81
40110500			30 704 253,14			99 971,28	1 531 469,24		32 135 791,10
4011			762 239 954,92			2 632 313 773,16	3 062 056 945,71		991 863 127,17
40170000			107 873 035,46			44 728 114,30	67 777 891,26		130 924 812,44
4017			107 873 035,46			44 728 114,30	67 777 891,26		130 924 812,44
401			1 235 441 025,74			7 487 228 510,59	8 117 619 903,14		1 855 831 418,28
40400300			54 687 541,03			324 142 738,48	632 406 238,87		382 951 041,37
40401300			2 440 423,89			13 243 554 973,33	13 243 554 873,35		2 440 423,89
40470000			24 194 136,85			8 449 996,11	10 484 514,74		28 220 653,48

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 16

Balance Générale
Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
4047			24 194 136,85			8 449 998,11	10 484 514,74		26 228 653,48
404			81 232 101,87			13 576 147 709,92	13 886 535 726,86		391 620 118,84
40800000			62 464 085,97			38 084 942,94	107 517 649,01		133 896 792,04
40811000			612 135 727,28			424 940 957,47	730 518 044,24		918 312 814,06
40840000			9 150 129,51			2 350 612,03	886 687,26		8 186 204,74
408			684 149 942,77			463 376 512,44	838 922 380,51		1 080 385 810,84
40902000		9 027 998,20				14 259 880,50	13 808 399,06	9 479 479,62	
40906000		3 620 859,32				21 160 000,00	21 880 000,00	2 880 859,32	
40907000		3 334 821,45				609 035,16	1 785 549,36	1 158 307,25	
40908000		1 311 642,00						1 311 642,00	
40910000		833 325,40				68 252 194,27	2 567 174,56	64 518 345,09	
40911000		3 028 597,53				1 646 800,00	1 096 200,00	2 578 187,53	
40920000						1 518 784,24	978 800,00	538 884,24	
40943000		21 983 862,70				4 880 357 963,43	4 931 717 972,31	282 123 853,82	
409		50 486,71					50 486,71		
40		43 181 593,31				4 895 304 667,80	4 673 884 682,04	354 801 563,87	
41101102			2 007 123 070,33			26 533 058 400,55	27 516 972 652,51	354 801 563,87	3 367 947 347,87
41101104		248 380 725,00				158 047 428,00	172 332 759,06	232 085 394,00	
41101105		31 992 853,57					37 892 853,57		
41101106		1 377 663,55					1 377 663,55		
41101108		9 783,77				9 783,77	9 783,77		
41101109		46 200,04				23 100,02	89 300,06		
41101118		510 012,83				7 247 870,47	4 103 983,26	3 653 900,04	
41101119		2 643 300,00				15 087 960,00	15 959 260,00	1 782 000,00	
41101121		1 986 829,60				3 909 644,23	5 213 882,24	692 591,59	
41101122		38 500,00				17 463,78	26 500,00	47 463,78	
41101123		8 910 000,00					8 910 000,00		
41101128		102 003 360,75				130 673 199,59	128 710 433,70	111 846 125,64	
41101132		15 400,02					15 400,02		

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 17

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
41101134		12 226,50				700 000,00	21 726 851,17	12 226,50	
41101137		21 026 851,17					22 419 475,65		
41101141		23 419 475,65				21 632 967,00	43 621 836,82	47 176 878,03	
41101142		60 165 746,85				113 237,75	54 535,11	58 702,64	
41101147						7 700,01		7 700,01	
41101151						117 583,85	556 230,46	215 687,37	
41101159		654 333,97				23 100,02	23 100,02		
41101162						9 783,77		9 783,77	
41101167						264 583 283,78	202 892 470,20	67 588 000,00	
41101170		5 887 186,41				825 050,00	4 004 105,00	3 573 860,00	
41101172		8 753 015,00				38 137 511,00	38 137 511,00		
41101175						1 734 000,00	3 286 000,00	4 338 000,00	
41101182		8 890 000,00				19 557,55	18 587,55		
41101185						78 123 500,00	30 000 000,00	48 123 500,00	
41101187						984 000,00		984 000,00	
41101188						11 017 446,00		11 017 446,00	
41101192							63 239 076,50		
41101193		83 239 026,50				73 353 050,00	37 807 704,00	35 545 356,00	
41101205		52 282 263,20					52 282 263,20		
41101218		98 716,01				559 239,88	414 615,80	273 391,24	
41101219		12 149 636 042,84				19 738 723 514,24	24 460 082 464,72	7 429 287 082,36	
41101232		25 183,78				1 797 874,84	1 720 874,79	102 183,83	
41101237		7 700,00						7 700,00	
41101248		119 811 429,24				429 284 500,00	280 926 921,24	258 166 488,00	
41101273		2 310 000,00					2 310 000,00		
41101302						6 354 810,00	6 354 810,00		
41101314		53 900,05				30 800,02	84 700,37		
41101323		13 486 438,78				8 731 287,57	20 462 726,38	1 745 000,00	

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 18

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Curcul à ce jour		Solde	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
41101328						52 451,34	17 483,78	34 967,56	
41101329		50 367,56				37 051,32	77 635,11	9 783,77	
41101339		536 485,67				1 372 146,58	1 286 191,36	612 441,87	
41101343		61 808 161,50				219 465 649,26	122 810 653,26	158 463 157,50	
41101347						27 200,00	27 200,00		
41101349		6 581,20				12 131 600,00	12 138 181,20		
41101351						347 782,50	347 782,50		
41101353		192 500,12				46 200,04	231 000,16	7 700,01	
41101385						691 562,46	661 832,43	29 730,03	
41101393		557 000,13						557 000,13	
41101394		2 934 069,61					2 934 069,61		
41101395						7 700,01		7 700,01	
41101396		4 178 904,34				12 443 768,32	13 900 673,86	2 720 000,00	
41101397		19 302 400,00				6 075 000,00	22 549 193,76	1 828 206,24	
41101400		78 186 073,89				240 239 433,29	182 555 652,81	133 838 823,57	
41101421						2 692 050,00	2 692 000,00		
41101425						9 753,77		9 753,77	
41101428						19 557,55		19 557,55	
41101429		9 440 000,00				8 120 000,00	15 530 000,00		
41101434		30 856 655,60					29 416 015,90	1 511 640,00	
41101435		55 052,85				77 000,08	61 800,00	70 452,88	
41101447		21 780,00				23 300 000,00	22 021 760,00	1 300 000,00	
41101450		72 223 216,50				227 052 210,53	299 275 427,03		
41101477		3 105 759,90				2 285 640,10	5 391 600,00		
41101496		144 184 365,03				4 482 356,91	212 234,38	148 464 501,56	
41101501		140 518,89				9 753,77	100 300,66		
41101511		702 000,00					702 000,00		
41101515		1 155 375,00						1 155 375,00	
41101674		77 482 802,66						77 482 802,66	

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 19

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Cumul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
41101677		13 983 345,50				27 543 614,00	40 526 959,50	5 725 980,00	
41101682						5 725 980,00		61 600,05	
41101683						61 600,05		990 000,00	
41101684						990 000,00		8 791 242 502,73	
4110		13 450 775 773,86				21 796 148 028,03	26 455 681 299,16	2 998 600,00	
41171102		2 998 600,00						2 491 052,85	
41171141		2 491 052,85						893 858,00	
41171142		7 683 995,24						3 807 476,40	
41171171		3 807 476,40						3 500 000,00	
41171187						2 403 663,00	9 183 801,24	1 224 160,00	
41171192		172 395,00				3 500 000,00		688 776,00	
41171200						1 224 160,00	172 395,00	7 461 564,00	
41171211						8 150 340,00		4 552 699,00	
41171216		7 393 944,50					2 441 245,50	1 312 771,00	
41171219		1 705 318 485,97				1 312 771,00	1 363 019 940,50	1 254 007 298,31	
41171343		9 727 089,25				911 203 762,88	1 363 019 940,50	23 104 704,26	
41171367		3 858 200,00				24 385 072,14	6 007 457,13	4 767 100,00	
41171400		2 346 277,50				675 000,00	4 767 100,00	14 443 957,56	
41171900		623 695 746,76				12 097 680,08		346 709 635,67	
4117		2 371 894 254,47				1 371 203 109,79	1 642 009 020,68	1 878 675 077,27	
411		15 522 970 036,33				2 336 160 648,90	3 026 378 736,16	10 470 617 580,00	
41600000		2 523 698 165,77				24 132 305 875,93	29 484 061 025,28	2 631 657 320,63	
416		2 523 698 165,77				154 697 474,64	50 039 319,78	2 631 657 320,63	
41600000		5 503 197 555,14				154 697 474,64	50 039 319,78	6 500 649 589,96	
41600102		393 300,00				4 962 664 151,11	3 985 212 114,27	393 300,00	
41600219		453 744 300,72				7 658 792,00	12 102 666,61	4 192 499,99	
41600243		4 192 499,99						2 010 000,00	
41600301		2 010 000,00						33 024 586,48	
41600674		33 024 586,48							

ENTREPRISE NATIONALE DE GEOPHYSIQUE
CONSOLIDATION
Exercice 2016

DATE: 13/09/2021
HEURE: 14:31
PAGE: 20

Balance Générale

Arrêté à : Clôture < Etat Définitif >

Compte	Intitulé	A/Nouveau		Mvts du Mois		Curcul à ce jour		Solde	
		Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
418		5 989 529 243,37				4 980 552 871,11	3 987 644 394,29	6 989 437 720,20	
41900000			4 951 162 431,21			6 584 142 592,04	1 972 966 000,00		329 905 839,17
41901000			68 176 880,29			42 124 684,45	61 113 317,46		87 065 503,33
41900000			571 807,86			685 892,69	1 319 732,76		1 205 647,96
419			5 019 731 119,36			6 836 953 179,18	2 035 389 050,26		418 176 990,46
41		24 345 898 447,47	5 019 731 119,36			35 914 812 101,86	35 557 143 799,60	20 092 012 820,83	418 176 990,46
42100000			11 738 777,80			1 124 567 828,78	1 129 737 482,66		16 908 441,50
42101000			7 182 867,72			4 800 116 703,00	4 609 999 550,52		17 065 715,24
42102000						27 000,00	27 000,00		
42103000			530 000,00			4 230,00			925 770,00
42104000			4 614 734,10						4 614 734,10
421			24 466 379,42			5 724 715 761,78	5 739 764 043,20		38 514 660,84
42200000			99 177 801,79			100 070 854,45	153 861 749,22		195 988 896,56
422			99 177 801,79			100 070 854,45	196 961 749,22		195 988 896,56
42500000		500 000,00				950 000,00		1 450 000,00	
42510000		1 944 469,20						1 944 469,20	
42520000		5 382 443,31						5 382 443,31	
425		8 826 912,51				950 000,00		9 778 912,51	
42600000						950 000,00			
42601000						102 854,10	102 854,10		
426						817 750,00	817 750,00		
42700000						920 804,10	820 604,10		
42700000			1 225 500,00			226 258,60	207 232,60		503 500,00
42730000			1 500,00						1 500,00
427			1 226 000,00			226 258,60	3 388,16		3 388,16
42864210			807 197 543,51			905 601 647,51	210 643,78		503 388,16
428			307 197 543,51			805 601 647,51	810 683 444,06		813 079 340,35
42		8 826 912,51	932 165 734,72			6 802 484 926,44	5 748 540 437,06	9 778 912,51	1 040 071 266,23
43150000			76 102 794,57			413 329 311,83	419 578 800,03		78 282 283,47

Table des matières

Remerciements.

Dédicaces.

Sommaire.

Liste des abréviations.

Liste des figures.

Liste des tableaux.

Liste des annexes.

Introduction générale15

Chapitre I : Théories sur l’audit et l’approche par les risques

Introduction.....19

Section N° 01 : L’audit comptable et financier.19

- 1. Définition de l’audit comptable et financier.19**
- 2. Audit financier légal et audit financier contractuel.20**
- 3. Normes d’audit comptable et financier.20**
 - 3.1 Normes générales ou de comportement20**
 - 3.2 Normes de travail..... 21**
 - 3.3 Normes de rapport 21**
- 4. Les objectifs de l’audit comptable et financiers.....21**
 - 4.1 Les propositions relatives aux enregistrements.22**
 - 4.1.1. La proposition d’exhaustivité des enregistrements.....22**
 - 4.1.2. La proposition de relative des enregistrements.....22**
 - 4.1.3. La proposition des coupures d’enregistrements.23**
 - 4.2 Les propositions relatives aux soldes du bilan.....23**
 - 4.2.1 Les propositions d’existences des soldes.....23**
 - 4.2.2 L’évaluation des soldes.....23**
 - 4.3 Les propositions relatives aux documents financiers.23**
- 5. Méthodologie de conduite d’une mission d’audit externe.23**
 - 5.1 Orientation et planification de la mission.24**
 - 5.1.1. La prise de connaissance générale.....24**
 - 5.1.2. Le plan général de l’audit.....24**
 - 5.1.3. Le programme de travail détaillé.....26**

5.2 Appréciation du contrôle interne.....	26
5.2.1 L'approche de l'auditeur.....	26
5.3 Contrôle des comptes.....	27
5.3.1 Les différents types de tests de validations.	27
5.3.1.1 L'examen et l'observation.	27
5.3.1.2 Les investigations, les confirmations directes et les déclarations de la direction.	27
5.3.1.3 La lettre de confirmation.	27
5.3.1.4 Le calcul.....	27
5.3.1.5 L'examen analytique.	27
5.3.2 La fiabilité des preuves tirées des tests de validation.	27
5.3.2.1 L'origine de l'information.	27
5.3.2.2 La date de réalisation des tests de validations.	28
5.3.2.3 L'étendu des tests.....	29
5.3.3 L'évaluation des résultats.	29
5.4 Examens des comptes annuels.	29
5.5 La prise en évidence des événements postérieurs à la clôture.....	30
5.6 La synthèse des travaux.	31
5.7 L'opinion de l'auditeur.....	31
5.8 Le rapport d'audit.....	32

Section N° 02 : Approche de l'audit par les risques.....33

1. Définition de risque d'audit.....	33
2. But de l'approche par les risques.	33
3. Typologie des risques comptable et financier.....	34
3.1 Risque d'anomalie significative.....	34
3.1.1. Risques inhérents.	34
3.1.2. Risque liés au contrôle ou risques de non contrôle.....	34
3.2 Risque de non détection.....	34
4. Modèle de l'approche d'audit par les risques.	35

Section N ° 03 : les risques et le contrôle interne.....37

1. Définition de la gestion des risques d'entreprise.	37
2. Définition du contrôle interne.....	38
3. Le lien entre la gestion des risques et le contrôle interne.....	38
4. Limites du contrôle interne.	40
5. Cartographie des risques.	41
5.1 Définition d'une cartographie des risques.	41
5.2 Objectif de la cartographie des risques.....	42
5.3 Elaboration d'une cartographie des risques.	42

Conclusion.....43

Chapitre II : L'identification, l'évaluation et le traitement du risque.

Introduction. 45

Section N ° 01 : L'identification du risque.....45

1. L'objectif de l'identification du risque.....	45
2. L'identification des risques pesant sur les assertions.....	46
2.1 Définition des assertions.....	46
2.2 Catégories d'assertion.	47
2.3 Mesure de l'incertitude relative aux risques d'anomalies significatives..	48
2.4 Prise en compte pour l'auditeur du risque d'audit dans son évaluation des risques au niveau de l'assertion.....	48
3. Outils d'identification des risques.....	49
3.1 Les ressources en danger.....	50
3.2 Les documents financiers.	50
3.3 L'identification par la méthode des centres.	51
3.4 Identification par les processus.....	51
3.5 Audit documents et audit risk management.	52
3.6 Entretien.....	52
3.7 Questionnaire.	52

Section N° 02 : L'évaluation du risque.....53

1. Les paramètres d'évaluation.....53
2. La hiérarchisation des risques.....55
3. L'acceptabilité des risques.....56
4. La criticité des risques.57
5. L'évaluation par l'auditeur des risques d'anomalies significatives.....58
 - 5.1 L'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers.....58

Section N° 03 : le traitement du risque.60

1. Catégorie de traitement des risques.60
2. Les paramètres de traitement.61
 - 2.1 Le cout du risque.61
 - 2.2 La variabilité du risque.61
 - 2.3 Le diagramme Coût-Variabilité.....61
3. La politique de traitement des risques.....62
4. Réunion d'éléments probants concernant le traitement des risques.....65

Conclusion.66

Chapitre III : l'approche par les risques dans une mission d'audit au sein de l'entreprise de l'ENAGEO de BOUMERDES.

Introduction.....68

Section N° 01 : Présentation de l'entreprise ENAGEO.....68

- 1.Présentation de l'entreprise.....68
2. Historique de l'entreprise.....68
- 3.Activité de l'entreprise.70

3.1	Activité principale.	71
3.2	...Activité secondaire.....	71
4.	Organigramme de l'entreprise.	72

Section N° 02 : L'audit interne de l'ENAGEO.72

1	Définition de l'audit interne de l'ENAGEO.....	72
2..	Indépendance de l'audit interne... ..	73
3.	Champ d'application et d'intervention... ..	73
4..	Droit et devoirs des auditeurs internes.	74
4.2.	Droit.....	74
4.3.	Devoirs.....	74

Section N° 03 : L'approche par les risques dans une mission d'audit au sein de l'ENAGEO.75

1.	Prise de connaissance de l'activité et de l'entité auditée.....	75
2.	Appréciation du système du contrôle interne de l'ENAGEO.....	77
3.	Examens des comptes.	81
4.	Rapport de fin de mission.....	88

Conclusion.....90

Conclusion générale.92

Bibliographie

Annexes

Table des matières

Résumé

